

ÉDUCATION



PHOTO JACQUES NADEAU

LISE BISSONNETTE
LE DEVOIR

L'école

La minceur du régime que la ministre de l'Éducation, madame Lucienne Robillard, a proposé pour «renouveler» l'école secondaire québécoise, a au moins eu un effet heureux. L'appétit du milieu scolaire s'en est trouvé stimulé, et l'appel à une réforme plus vaste s'entend désormais un peu partout.

secondaire,

milieu

Le cahier spécial que LE DEVOIR consacre aujourd'hui à l'enseignement secondaire en témoigne. Rares sont ceux qui refusent d'admettre la gravité du sous-développement d'une école où l'échec attend près du tiers des inscrits, dans une société pourtant avancée, qui devrait réussir mieux. Frustrée par les limites et le morcellement de la proposition ministérielle, la réflexion actuelle ramène aux fondements des décisions que nous avons prises, il y a trente ans, en bâtissant notre réseau d'écoles secondaires. Comme le rappelle

ou marais

ici notre collègue Jean-Pierre Proulx, la réforme balbutiait encore quand on a commencé à s'interroger sur la sagesse de ses objectifs. Le débat n'a jamais cessé

depuis. Mais le moment de trancher était constamment remis, comme il vient de l'être à nouveau.

Notre instantané de l'école secondaire québécoise, en ce début de 1994, ne dévoile cependant pas une terre brûlée. L'organisation et les programmes ont bougé à la pièce et au cas par cas, devant les problèmes les plus pressants.

Au sein même du système public, des écoles ont réussi à se donner des projets pédagogiques propres, originaux par le contenu ou la méthode, qui semblent réussir mieux. Elles conjuguent un programme traditionnel

et un programme d'arts, par exemple, ou elles proposent aux élèves des activités extracurriculaires qui les motivent, ou elles se singularisent par une discipline exigeante. La plupart de ces projets répondent à l'inquiétude active de parents devant la désolante réalité des écoles-usines qu'étaient devenues nos vastes polyvalentes. Le retour aux projets à échelle humaine, quels qu'ils soient, semble donner des résultats.

De même la transformation de la démographie scolaire en région métropolitaine, qui aurait pu se solder par un désastre, paraît au contraire permettre des espérances. Les écoles montréalaises dites «pluriethniques» ont d'abord subi le choc des cultures, avant de comprendre qu'il y allait de leur bien-être de le surmonter. Sans jamais avoir la vie facile — aucune école secondaire ne l'a — plusieurs de ces établissements trouvent leur voie, sont forcés de mieux définir les relations internes, d'adapter leur enseignement, bref de voir clair dans leur raison d'être. Leur qualité va croissant.

Bientôt poindront quelques belles

réussites en enseignement de la langue maternelle. Après des années de querelles pédagogiques, le consensus sur le resserrement des méthodes, sur le retour aux savoirs de base comme la grammaire et l'orthographe, est désormais irrécusable. Plusieurs équipes-écoles n'ont pas attendu de consigne pour agir, la réforme est déjà en cours sur le terrain.

Le progrès est toutefois bien inégal, et surtout mal réparti. Il se produit quand des groupes organisés prennent la parole. L'école change donc dans les milieux mieux nantis d'abord, dans les quartiers de classe moyenne. Les programmes s'améliorent et s'enrichissent pour les étudiants les plus aptes, inscrits dans les filières de formation les plus prometteuses. Surgis à la pièce, les bouts de réforme ignorent ceux dont la voix porte moins, comme les milliers d'étudiants déjà défavorisés que la réforme de l'enseignement professionnel, en accentuant la sélection, a laissés sur le carreau. Comme les décrocheurs de toutes sortes, le tiers de leur classe d'âge, qui ont en commun d'être les plus pauvres. Et comme le marais de ceux qui termineront tout juste leurs études secondaires, non enrichies, et qui resteront au seuil de l'analphabétisme fonctionnel.

L'école secondaire est littéralement au milieu du système scolaire, après le préscolaire et le primaire, avant le collégial et l'universitaire. Pour la majorité des jeunes, elle est aussi à sa fin, avant le marché du travail. Et elle est au cœur de leur vie quotidienne, durant la phase si déterminante de l'adolescence. Il n'y a pas de lieu plus important, de charnière plus essentielle pour la formation individuelle, pour les formations que veut se donner une collectivité. Le cahier spécial du DEVOIR devrait contribuer à la réflexion en cours sur ce lieu, et traduire les aspirations générales à son examen complet.

JOURNÉE PORTES OUVERTES

LE MARDI 15 FÉVRIER 1994 DE 16 H À 21 H

ICI POUR RÉUSSIR



COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET

1001, BOULEVARD CRÉMAZIE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2M 1M3
INFORMATION : (514) 381-4293

SECTEUR PRÉUNIVERSITAIRE

Sciences de la nature
Sciences humaines
Sciences de l'administration
Arts et communication
Langues et communication
Langues et lettres
DECPlus en sciences de la nature

SECTEUR TECHNIQUE

Technologie de l'estimation et de l'évaluation immobilière
Techniques administratives
Administration et coopération
Techniques d'animation
Techniques d'intervention pastorale

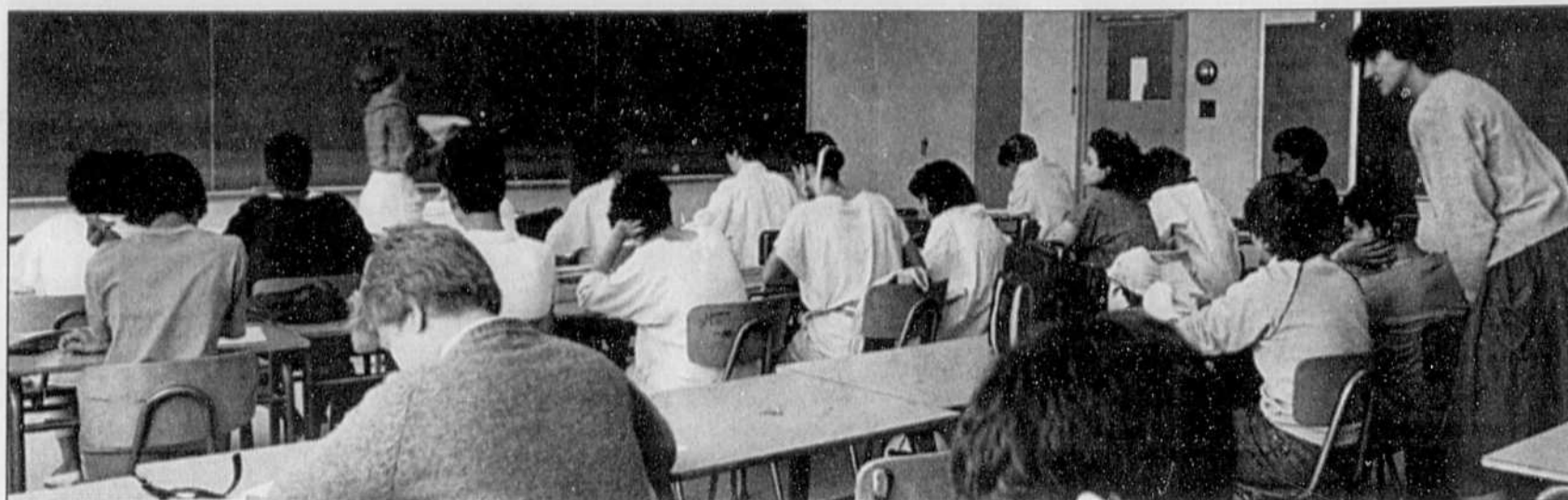
ÉDUCATION

SONDAGES

Six personnes sur 10 se déclarent satisfaites de l'enseignement primaire contre quatre sur 10 seulement pour l'école secondaire.

Les parents qui ont des enfants à l'école se montrent toujours plus satisfaits que ceux qui n'en ont pas.

On estime, en 1993, que «le sens des responsabilités» devrait être la principale valeur véhiculée à l'école.



Plus ça change, plus c'est pareil

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

Bon an mal an, et en dépit des différentes expériences qu'ont connues les écoles primaires et secondaires, l'opinion des Québécois face à la qualité de l'enseignement n'a pas vraiment évolué depuis les 15 dernières années.

En 1978, une enquête menée pour le compte du ministère de l'Éducation démontrait que 70% des Québécois étaient satisfaits de l'école primaire publique, contre 45% dans le cas de l'école secondaire.

Quinze ans et quelques ministres plus tard, l'opinion des Québécois n'a guère changé. En 1993, six personnes sur 10 se déclarent satisfaites de l'enseignement primaire contre quatre sur 10 seulement pour l'école secondaire.

Le sens des responsabilités

Autre constante: les parents qui ont des enfants à l'école se montrent toujours plus satisfaits que ceux qui n'en ont pas. À l'été 1993, un sondage Léger et Léger démontrait que 80% des parents étaient satisfaits de l'école primaire. Le taux de satisfaction baissait à 57% lorsqu'il était question de l'école secondaire. Dans la population en général, ce taux baisse à 40%. Les valeurs que doit véhiculer l'école sont davantage soumise à l'air du temps. En 1986, par exemple, «le goût du travail bien fait» arrivait en tête de liste. Sept ans plus tard, «la rigueur des tâches à accomplir» se classe bonne dernière au top-10 des valeurs. Aujourd'hui, à l'ère de l'écolier-adulte, c'est plutôt «le sens des responsabilités» qui remporte l'assentiment général selon les plus récentes enquêtes.

Car si l'opinion des Québécois n'a guère changé, les intérêts des sondeurs en matière d'éduca-

tion ont drôlement évolué depuis la création du ministère de l'Éducation, il y a 30 ans.

Ainsi, en 1966, un sondage mené dans la foulée de la Commission Parent interrogeait la population sur «le minimum d'instruction jugé nécessaire» pour les garçons d'une part et les jeunes filles, d'autre part. Résultat: 10% de la population considérait qu'un garçon devait avoir plus d'instruction qu'une jeune fille. Sept adultes sur 10 considéraient qu'un garçon se devait d'avoir au moins 12 années de scolarité, contre six sur 10 pour les jeunes filles. Doux paradoxe lorsque l'on sait que partout en Occident aujourd'hui, ce sont ces mêmes filles qui étudient mieux et plus longtemps que les garçons.

Dans les années 1970, la taille des polyvalentes et la professionnalité des écoles deviennent des sujets à la mode dans les sondages faits sur l'école. Dans le premier cas, une majorité de personnes interrogées estimaient en 1974 que la polyvalente ne permettait pas de créer de véritables relations humaines entre les professeurs et les élèves.

Par ailleurs, la population était divisée en 1978 sur l'obligation d'enseigner la religion dans les écoles publiques du Québec. Une mince majorité, 52%, était en faveur des cours obligatoires tandis qu'une minorité favorisait le libre choix. Quinze ans plus tard, on n'est guère plus avancé sur la question.

La violence à l'école: une nouvelle réalité

Les années 1980 voient surgir la problématique de la discipline, de la violence et de la drogue à l'école. Un tiers des parents avaient eu connaissance d'incidents violents qui s'étaient produits à l'école, en 1987. Ce taux ne fera que grimper au cours des années suivantes, la violence devenant

un sujet de prédilection chez les sondeurs.

Aujourd'hui, à l'heure de la réforme Robillard, les sondages s'attardent davantage au contenu pédagogique. Récemment, une enquête menée pour le ministère de l'Éducation nous apprenait que six Québécois sur 10 se disent favorables à l'enseignement intensif de l'anglais, des mathématiques et du français, matières qui sont justement au centre de la réforme de la ministre Robillard.

De profondes incohérences

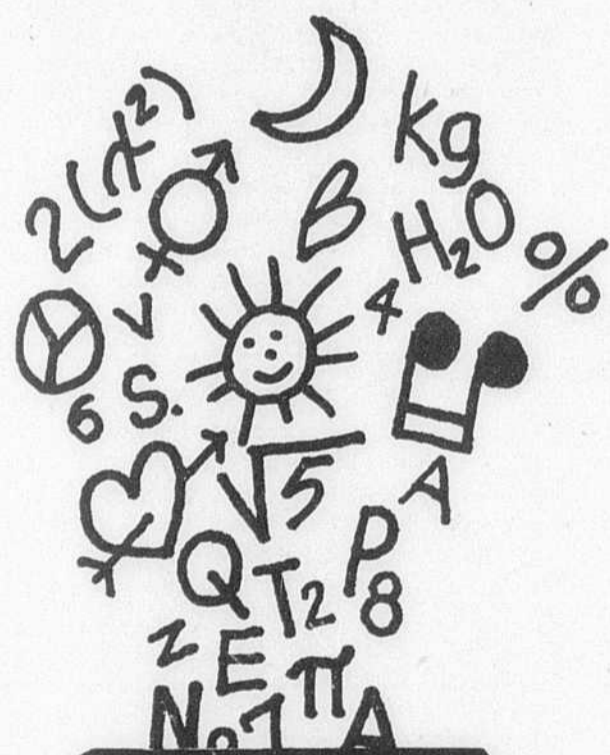
Les sondeurs ont radioscopé, enquêté et scruté à la loupe l'humeur du Québec sur l'éducation. Comme le faisait remarquer Lise Bissonnette dans son commentaire paru dans LE DEVOIR en 1986, «Les résultats des sondages ont pour danger de donner de la signification à l'insignifiant». Qui plus est, une lecture minimalement attentive des sondages laisse percevoir de profondes incohérences. Ainsi, en 1986, les deux tiers des gens interrogés lors d'un sondage Sorecom étaient contents des directions d'école, tandis que la moitié étaient insatisfaits de la discipline qu'ils y font régner! La directrice du DEVOIR ajoutait à l'époque qu'après les gouvernements qui gouvernent par sondage, on a maintenant des enseignants qui éduquent par sondage. «Le plus triste, c'est de voir des corps constitués, qui devraient veiller jalousement sur l'école, la livrer au kidnapping des sondages, à la recherche pathétique de ce que le monde aime mieux.»

Rénald Legendre, professeur en sciences de l'éducation à l'UQAM abonde dans ce sens. Selon lui, les sondages sur l'éducation peuvent être trompeurs. «C'est comme faire un sondage sur l'énergie atomique, explique-t-il, les opinions sont toujours très aléatoires. Après tout, l'éducation est un domaine spécialisé.»

On est aujourd'hui aussi divisé sur la question de l'enseignement religieux dans les écoles publiques qu'il y a quinze ans.

Six Québécois sur 10 se disent favorables à l'enseignement intensif de l'anglais, des mathématiques et du français,

Le problème de la violence à l'école n'a fait qu'empirer depuis son apparition, au début des années 80.



L'ÉCOLE, C'EST L'AVENIR EN TÊTE

Les enseignantes et les enseignants ainsi que le personnel de soutien de l'éducation membres de la CSN

FNEEQ
CSN FEESP

L'ACTIVITÉ ÉDUCATIVE

UNE THÉORIE — UNE PRATIQUE

Pierre Angers — Colette Bouchard
L'ANIMATION DE LA VIE
DE LA CLASSE



De nouvelles méthodes d'organisation de la classe en vue de stimuler l'activité réelle et spontanée des élèves ainsi que leur collaboration et leurs échanges. 180 pages — 22,95\$

Dans la collection «L'activité éducative» sous la direction de Pierre Angers et Colette Bouchard

1. LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'INTÉGRATION
Pratique d'une pédagogie heuristique respectueuse du processus d'apprentissage de l'élève. 132 pages, illustré — 8,95\$

2. L'INTUITION DANS L'APPRENTISSAGE
Une conception de l'apprentissage et de la pédagogie fondée sur la compréhension. 156 pages, illustré — 11,95\$

3. DE L'EXPÉRIENCE À L'INTUITION
Une exposition des bases théoriques du projet d'intégration. 228 pages — 14,95\$

4. L'APPROPRIATION DE SOI
Une invitation à explorer son expérience personnelle et à découvrir comment son intelligence fonctionne pour apprendre et connaître. 146 pages — 11,95\$

5. LE DÉVELOPPEMENT DE LA PERSONNE
Réflexion sur la personne humaine et sur son développement. 72 pages — 8,95\$

6. LE JUGEMENT, LES VALEURS ET L'ACTION
Une découverte des ressources de créativité et de sagesse que chacun porte en soi. 236 pages — 16,95\$

BELLARMIN

ÉDUCATION

L'école secondaire

Un drame collectif qui dure depuis 27 ans

JEAN-PIERRE PROULX

Les récentes propositions de la ministre de l'Éducation et de la Science, Mme Lucienne Robillard, pour «faire avancer l'école» forment la matière du dernier acte d'un drame collectif vieux de 27 ans et qui pourrait s'intituler: «L'école secondaire: un bateau qui cherche son cap.»

Le premier acte s'est joué en septembre 1966. Ce mois-là, le tout jeune ministre de l'Éducation lançait *L'école coopérative*, ce document historique qui traçait le portrait de la nouvelle école secondaire proposée par la Commission Parent.

A l'origine, tout paraissait clair: finie l'hégémonie de la culture littéraire réservée à l'élite. Dorénavant, l'école secondaire marierait culture générale et culture spécialisée. Elle assurerait une formation menant aussi bien aux études avancées qu'à l'exercice d'une profession. Elle développerait «une mentalité profondément sociale» par le mélange des classes sociales dans le même établissement.

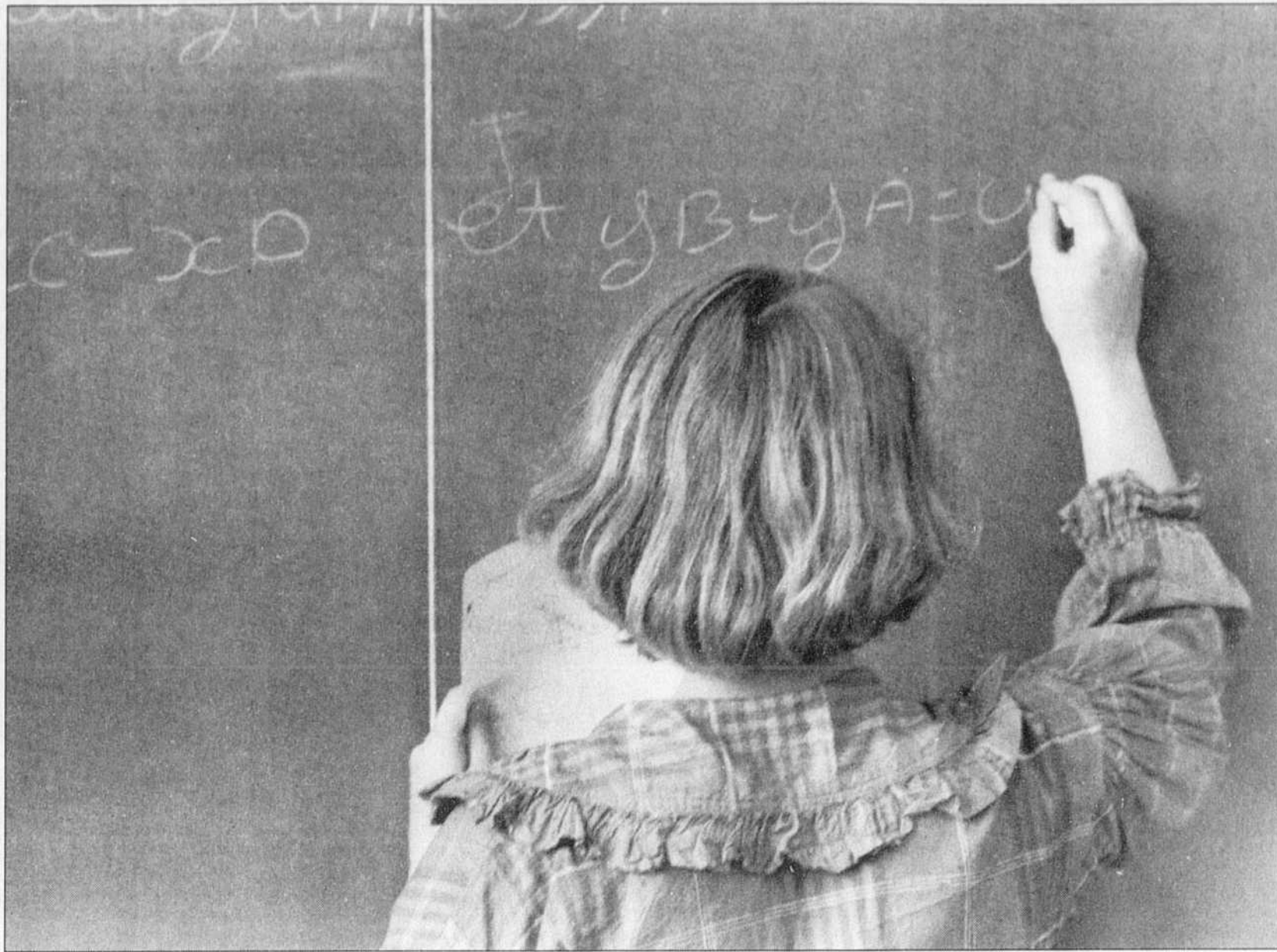
La nouvelle école secondaire assurerait à tous «une formation de base», grâce à un programme institutionnel polyvalent selon un dosage varié «de toutes les disciplines prégnantes de culture», à travers un programme «à options graduées, obligatoires et facultatives», et qui permettrait à tous de «faire l'apprentissage, au moins sommaire, de toutes les disciplines jugées nécessaires à la formation équilibrée d'un adolescent».

Des problèmes d'organisation
Mais l'école s'était à peine mise à l'œuvre que le Conseil supérieur de l'éducation, dans son rapport de 1969-70 sur l'activité éducative, dénonçait déjà les «résultats médiocres» de la réforme scolaire! Pour «devenir plus productive au plan éducatif, tranchait-il, elle doit dépasser le niveau de l'organisation. Elle devrait s'attaquer au problème des finalités, des valeurs qui animent ou du moins qui devraient inspirer le système scolaire.»

Les problèmes d'organisation prédominaient effectivement. Et pour cause! Entre 1961 et 1971, la clientèle du secondaire était passée de 315 000 à 645 000 élèves. Comment pouvait-elle ne pas être débordée?

Le MEQ réagit sur les deux fronts. Dès 1970, il forme d'abord le «comité des objectifs» puis, en juin 1972, il crée le groupe Poly chargé d'étudier «l'organisation et le fonctionnement de l'école secondaire polyvalente».

Le rapport du «comité des objec-



Dans les prochains mois s'écrira un nouveau chapitre sur l'éducation au Québec, avec pour toile de fond la réforme de la ministre Lucienne Robillard.

tifs» sombrera dans l'oubli après que le Conseil supérieur de l'éducation ait recommandé de le considérer comme rien de plus qu'un «document de travail». Quant au rapport Poly, il a surnagé dans quelques consciences: «La situation de l'organisation et du fonctionnement des écoles secondaires polyvalentes, y lit-on, est assez sombre sous plusieurs aspects. A tous les niveaux, en effet, on décèle soit une absence d'objectifs clairs, précis et opérationnels, soit une carence dans la communication des objectifs et dans l'aide aux subalternes pour en assurer la réalisation.»

La morosité persiste. Dans son rapport de 1975-1976, le Conseil supérieur de l'éducation parle «de crises en enfilade». Le jugement atteint même le cœur de la réforme: la polyvalence comme mode d'expression d'un humanisme nouveau et plus équilibré, ne signifie plus que la juxtaposition du professionnel et du général, dit le Conseil. «Il n'y a pas eu de véritable polyvalence.» L'année suivante, il revient à la charge: «Plus de dix ans après la réforme scolaire, l'école secondaire demeure en quête de ses objectifs et de son projet.»

Le français en péril
À la même époque, la journaliste Lysiane Gagnon vient de publier dans *La Presse* une série d'articles dévastateurs sur l'apprentissage du français. Cette fois, l'opinion pu-

blique est mobilisée: les politiciens doivent réagir. Le ministre François Cloutier convient que le temps est venu de faire le point.

La réponse ministérielle ne viendra qu'en 1977, avec le Livre vert du ministre péquiste Jacques-Yvan Morin. Une grande consultation populaire, puis un sondage confirme l'absence de confiance des Québécois: 55% des répondants se déclarent insatisfaits de l'école secondaire publique et seulement le tiers la trouvent meilleure que l'école secondaire qu'ils ont connue. Bref, on a régressé! Détail à retenir: 79% trouvent que l'école n'accorde pas assez d'importance au français écrit.

En 1979, Jacques-Yvan Morin a fait son lit. Son Livre orange, *L'école québécoise*, expose les finalités de l'éducation, propose des valeurs éducatives, définit les objectifs propres des divers ordres d'enseignement, arrête une nouvelle grille des matières. Puis le MEQ entreprend et complète une réforme générale de tous les programmes. Enfin, les écoles sont invitées à «s'approprier» localement les finalités et objectifs de l'école à travers un «projet éducatif» défini en concertation.

Le secondaire en deux cycles
L'école secondaire telle que nous la connaissons date de cette réforme. C'est le régime pédagogique de 1981 qui a découpé l'école secondaire en deux cycles. C'est lui qui a aboli les anciennes voies allégées,

moyennes et enrichies créées en 1966 afin de permettre aux élèves de développer leurs talents de façon optimale. C'est le régime pédagogique de 1981 qui a repoussé au deuxième cycle du secondaire, donc en 4e et 5e secondaire, la presque totalité des matières à option destinées, dans l'optique du *Rapport Parent*, à faire accéder les jeunes à un humanisme plus large. C'est encore ce régime de 1981 qui a introduit à l'école, dans un souci de faire une école qui «prépare aussi à la vie», ces matières aujourd'hui suspectes que sont l'éducation au choix de carrière, l'économie familiale, la formation personnelle et sociale. C'est ce même régime qui a relevé la note de passage à 60%.

La place de la formation professionnelle

Mais il n'a pas mis fin au drame. Une nouvelle question majeure et fondamentale pour l'école secondaire a hanté toute la décennie 1980: celle de la place de la formation professionnelle. Dès les débuts des années 1970, l'intégration des filières professionnelle et générale s'était soldée par la dévalorisation sociale de la première «réservée», constatait le Conseil supérieur de l'éducation, à des étudiants médiocres.

Or le «virage technologique» du début des années 1980 crée des aspirations vers le haut qui accélèrent la désertion progressive et massive de la filière professionnelle. La conviction se forme alors qu'il faut relever

la formation fondamentale pour tous, y compris chez ceux qui se destinent à des métiers. En 1988-89, après de longues années de débat, on repousse la formation professionnelle après l'obtention du diplôme d'études secondaires général ou, à tout le moins, après l'âge de seize ans, donc après la scolarisation obligatoire. Mais ce report produit un effet pervers: il favorise le décrochage.

La diminution de la clientèle jeune, mais l'augmentation de la clientèle adulte obligent à «harmoniser» le système: les deux groupes vont dorénavant poursuivre leurs études ensemble. Du coup, on réorganise l'école secondaire en séparant ce que l'on avait uni: les clientèles du général et professionnel. Le nombre de centres spécialisés en enseignement professionnel s'accroît. L'école secondaire polyvalente meurt doucement, sans faire de bruit.

L'importance des mathématiques

Parallèlement, se tient un autre grand débat: celui de la qualité de l'éducation. A compter de 1981, une fois ses finalités et ses objectifs présumés bien redéfinis et ses programmes refaits, l'école doit livrer la marchandise. Le rapport 1983-1984 du Conseil supérieur de l'éducation sur «la formation fondamentale et la qualité de l'éducation» marque le coup d'envoi de cette nouvelle tendance consacrée populairement aux «États généraux sur la qualité de l'éduca-

tion» tenus au Palais des congrès de Montréal au printemps de 1986.

Depuis le virage technologique, le discours valorise à nouveau les matières de base, la langue certes, mais d'abord les mathématiques. Le succès dans cette

matière devient la marque obligée d'une école de qualité et surtout de la vraie réussite. D'ailleurs, les cégeps sélectionnent leurs meilleurs étudiants à partir de leurs résultats en mathématiques, seul prédictif jugé valable de la qualité des diplômes d'études secondaires. «Le diplôme d'études secondaires DES, reconnaît d'ailleurs le Conseil supérieur de l'éducation en 1983, informe peu sur les compétences acquises et ne

constitue pas une garantie raisonnable de la capacité de poursuivre des études supérieures.»

Du coup, ce sont les arts et les «petites» matières qui sont dévalorisées. On dénonce l'école «fourre-tout». La formation personnelle et sociale et l'éducation au choix de carrière sont les deux matières à devoir, après 1985, céder un peu de place aux sciences. Quant aux élèves qui optent pour la voie scientifique en 4e ou 5e secondaire, ils doivent dire adieu aux options en arts. L'horaire est déjà plein. A travers le débat sur la qualité, c'est celui des finalités et des objectifs de l'école qui a subtilement repris.

Le titulariat: retour vers le futur

Mais ce débat n'est pas que joute de l'esprit. Le jeu de l'offre et de la demande fournit une mesure bien concrète de la qualité recherchée. Entre 1972 et 1989, la clientèle de l'école secondaire publique a chuté de 663 000 à 385 000, soit une baisse de 42%. Durant la même période, celle de l'école privée a grimpé de 57 000 à près de 74 000, soit une augmentation de 30%. Or dans la majorité de ces écoles, on pratique un type d'organisation traditionnelle: le titulariat auprès de groupes stables d'étudiants... Comme avant 1966!

Et voilà que le vent tourne: depuis 1990, on s'intéresse à nouveau à la langue: les résultats désastreux aux examens de français qu'imposent dorénavant les universités provoquent dans l'opinion publique une nouvelle crise.

Alors, s'ouvre le dernier acte du drame historique: poussée par cette opinion publique, la ministre de l'Éducation annonce une réforme de l'enseignement du français; puis poussée par le Conseil supérieur de l'éducation, elle propose de définir les «profils de sortie» de l'école secondaire, bref de débattre à nouveau des finalités de l'école.

Et elle commande un nouveau sondage...

124^e année

Notre-Dame
Où l'exigence est de tradition

EXAMENS D'ADMISSION 1994-1995

DERNIÈRE SÉANCE
• Le samedi 15 janvier 1994
pour les candidats à la 1^{re} et à la 2^e secondaire.

N.B. Les candidats à la 3^e, 4^e et 5^e secondaire doivent D'ABORD poster au Service des admissions les deux plus récents bulletins. La procédure vous sera ensuite communiquée.

PENSIONNAT - EXTERNAT

COURS SECONDAIRE • GARÇONS ET FILLES

Sous la direction des Frères de Sainte-Croix

Début des examens : 13 h 30
Durée des examens : 3 heures
Frais : 30\$

Les candidats se présentent sans rendez-vous et doivent avoir en leur possession une photocopie du bulletin de juin 1993 et de celui de l'année en cours.

Collège Notre-Dame, 3791, chemin Queen Mary, Montréal, H3V 1A8 - 739-3371

Brébeuf

Portes ouvertes
le jeudi 3 février de 14 h à 21 h

Entrée et stationnement : 5625, rue Decelles
(514) 342-9342 poste 355

ÉDUCATION

Décrochage scolaire

Un programme ambitieux

La ministre Robillard entend faire passer le taux de diplomation au secondaire de 60% à 80% d'ici quatre ans

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

La réforme de la ministre Robillard a un ambitieux programme: rendre l'octroi du diplôme d'études secondaires plus difficile, tout en élevant le taux d'obtention du même diplôme de près de 20% d'ici trois ans, moment d'entrée en vigueur des nouvelles mesures.

En 1996, pour obtenir son diplôme d'études secondaires (DES), un élève devra avoir réussi (note de passage d'au moins 60%) les trois quarts de ses cours de 4e et 5e secondaire, dont l'anglais et les mathématiques de 5e (on n'exige pour l'instant que le niveau de 4e secondaire), les sciences physiques de 4e (optionnelles pour le moment). L'histoire du Québec et du Canada du 4e secondaire et le français de niveau 5e sont déjà dans les exigences du ministère. Des changements fort substantiels, donc, qui deviendront effectifs dans un contexte scolaire déjà très affecté par le décrochage et les abandons de toutes sortes: le taux de diplomation des jeunes Québécois oscille autour de 60%, l'un des plus bas du monde occidental. «La ministre demande aux élèves de réussir mieux, et sur-le-champ», écrit la directrice du DEVOIR, Lise Bissonnette. Elle «élève la barre» des conditions d'obtention du diplôme d'études secondaires. La dernière fois que le ministère a «élevé la barre» sans donner à l'école et aux élèves les moyens de suivre, le résultat a été catastrophique. C'était, rappelle Mme Bissonnette, lors de la réforme de la formation professionnelle, pilotée par Claude Ryan. Elle a contribué directement à la hausse du taux d'abandon des études, notamment chez la clientèle scolaire la plus démunie.

Un risque certain

Le même phénomène s'est produit lorsque le ministère a haussé la note de passage de 50% à 60% dans les années 80. «Malgré le fait que la mesure se soit étendue sur cinq ans, comme on désire le faire maintenant avec les nouvelles exigences, dit François Audet, responsable des dossiers académiques à l'Alliance des professeurs de Montréal, le taux d'abandon scolaire est passé de 27% en 1982 à 35% en 1987.» Il y a donc un risque certain, ajoute-t-il, d'augmenter un taux de décrochage déjà dangereusement élevé.

«Nous, on pense que les étudiants seront tellement

bien encadrés, dit Pierre Villeneuve, attaché de presse de la ministre Robillard, que les exigences académiques seront atteintes et que nous obtiendrons notre objectif de 80% de diplômés d'ici quatre ans.»

Optimisme peu partagé, loin s'en faut, par les «gens du milieu». Selon les calculs des différentes associations professionnelles, les nouvelles exigences du ministère, appliquées en juin 92, auraient privé 13 500 étudiants supplémentaires de diplôme, soit 24% de plus qu'actuellement, qui viennent s'ajouter au 40% qui ont déjà décroché. «Et même si nous avons quatre ans devant nous pour préparer les élèves à ces nouvelles exigences, dit Luc Savard, président de la Fédération des enseignants du secondaire, la ministre Robillard doit agir avec beaucoup de prudence et y aller avec un relèvement progressif.» Surtout, ajoute-t-il, que le taux de décrochage tend à se stabiliser depuis quelques années, voire à décroître légèrement. Une nouvelle mesure peut donc déstabiliser les efforts entrepris et décourager plusieurs catégories d'élèves déjà vulnérables.

Relever les exigences pour l'obtention du DES est bien perçu dans le milieu, ne serait-ce que pour revaloriser un diplôme passablement édulcoré. Mais plusieurs craignent que les moyens pour parvenir à ce «rehaussement» ne suivent tout simplement pas. En ces temps de coupures budgétaires, l'école secondaire souffre déjà de lacunes évidentes. «On coupe d'un côté, dit François Audet, mais de l'autre, on hausse les exigences. Les moyens ne suivent pas les objectifs.» Il faut des mesures d'appuis très solides pour encadrer tous ces changements, ajoute Luc Savard. «Sinon, il y aura un impact très, très négatif.» Comme plusieurs dans le milieu de l'éducation, l'empressement de la ministre l'effraie. «Il y a de la précipitation dans tout ça, de la poudre aux yeux, dit-il. Ce n'est pas vrai qu'en relevant les exigences à la hausse, les élèves suivront spontanément.»

Rattraper le temps perdu

Tout doit se faire graduellement, sans précipitation, ajoute de son côté Guy Lessard, président de la Fédération des directeurs d'établissement d'enseignement du Québec. La réforme est graduelle dans le temps (elle s'échelonne sur trois ans), mais pas dans la mesure en soi. «La réussite est quelque chose qui doit être de qualité et à ce titre, nous sommes d'accord pour relever certains critères. Mais il faut alors réviser les

moyens mis en place pour ne pas décourager les élèves.» Mais la ministre est pressée, constate-t-il. «Elle trouve qu'on a assez perdu de temps.»

Et encore une fois dans ce dossier, comme pour l'ensemble des changements prescrits par la ministre Lucienne Robillard, on soutient de part et d'autre que c'est à l'école primaire qu'il faut d'abord et avant tout s'attaquer. «Il faut hausser les exigences du primaire, dit François Audet. Les élèves ne savent pas écrire en arrivant au secondaire car la base n'y est pas. La ministre Robillard y va morceau par morceau, sans débat, sans discussion, et croit que tout se fera comme par enchantement.»

Des effets à long terme

L'école primaire, gage de succès ou d'échec, ajoute de son côté Luc Bégin, professeur en sciences de l'éducation à l'UQAM, spécialiste dans le décrochage scolaire. «En resserrant les exigences dès le primaire, on va baisser le taux de décrochage», dit-il. Il a constaté, au fil de ses enquêtes, que les jeunes abandonnent tout simplement parce qu'ils n'ont été confrontés à l'effort académique que très tardivement. «Tout se joue au primaire, dit Bégin. Le développement de l'identité et de la personnalité se font lorsque l'individu rencontre des obstacles, des difficultés.»

Ainsi présentée, la réforme Robillard risque fort d'accroître à court terme le taux d'abandon scolaire. «Mais à long terme, ça peut être bénéfique, dit-il. Car ça forcera le primaire à s'ajuster aux nouvelles exigences.» Moins d'hypocrisie, de comptabilisation de taux de «réussite» qui font que des jeunes diplômés ne savent pas aligner deux mots. Des alphabètes fonctionnels, dit Luc Bégin, dont l'interiorisation académique est très superficielle. «La réforme fera peut-être des dégâts à court terme, mais elle sera bénéfique pour l'ensemble du système d'éducation.»

Le hic, estime toutefois Bégin, c'est que pour faire «passer» le plus d'étudiants possible, pour rejoindre les exigences du ministère, on abaisse purement et simplement les critères académiques de ces cours exigibles pour l'obtention du diplôme. «Mais ce problème-là, on le retrouve à tous les échelons de l'enseignement. Du primaire à l'université. Le Québec n'a jamais été une société qui encourage l'effort académique.»



La ministre Lucienne Robillard, instigatrice de la réforme de l'éducation.

ÉVALUATION

DES PROGRAMMES
DE L'ÉTABLISSEMENT
DE L'ENSEIGNEMENT
DES APPRENTISSAGES

COLLOQUE



13 et 14 janvier 1994
Holiday Inn Crowne Plaza
505, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)

Inscription:

Fédération autonome du collégial
1067, rue Saint-Denis, Montréal (Québec)
Tél. : (514) 848-9977 - Téléc. : (514) 848-0166

L'évaluation
évaluée

... état de la question au collégial

Jacques L'Écuyer

Président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Hélène Allaire

Conseillère pédagogique, Cégep Marie-Victorin

Huguette Bernard

Professeure, Sciences de l'Éducation, Université de Montréal

Dany Laveault

Professeur, Faculté de l'Éducation, Université d'Ottawa

Philippe Ricard

Professeur TRES, Cégep de Rosemont

Michel Sylvestre

Directeur ÉDA, Cégep André-Laurendeau

ET

autres spécialistes et ressources du réseau collégial



UNE FÉDÉRATION

27 ASSOCIATIONS

2500 directeurs et directrices d'école
au service des élèves du QuébecFÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES
D'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENTGouvernement du Québec
Ministère
de la Culture

AUDITIONS D'ENTRÉE

Année scolaire 1994-1995

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: 1^{er} MARS 1994

Pour être admises, les personnes sélectionnées à la suite des auditions devront être titulaires d'un diplôme d'études collégiales au plus tard le 15 août 1994 ou être âgées d'au moins 22 ans le 1^{er} mars 1994.

Pour renseignements:

Conservatoire d'art dramatique de Montréal

100, rue Notre-Dame Est

Montréal (Québec)

H2Y 1C1

Téléphone: (514) 873-4283

Québec

The Study

PRÉPARONS ENSEMBLE DES LENDEMAINS MEILLEURS



Le Study est une école qui s'est fixé pour objectif de fournir à ses élèves les clés de la réussite. De la maternelle à la 5ème année du secondaire, cours préparatoires aux collèges et universités, programme bilingue, bourses et aide financière.

Examens d'entrée pour septembre 1994

De la 5ème année de l'élémentaire à la 5ème année du secondaire

Jeudi 27 janvier 1994

De la maternelle à la 4ème année

Mercredi 26 janvier 1994

Pour information: Joanne Ronsley, Responsable des admissions — 935-9352
3233 The Boulevard, Westmount, Québec H3Y 1S4 Permis No. 749796

Famille de l'éducation

Plusieurs programmes de baccalauréat et de certificat s'adressent aux clientèles suivantes:

Enseignant-e-s

pour les candidat-e-s qui désirent obtenir un brevet d'enseignement ou pour les enseignant-e-s qui désirent un perfectionnement crédité

Éducateur-trice-s

pour les candidat-e-s qui désirent intervenir dans différents milieux, par exemple: milieu sportif, communautaire, interculturel, industriel, milieu de garde, centres ou établissements spécialisés et entreprise privée

Baccalauréats

- Éducation au préscolaire et enseignement au primaire (formation initiale)*
- Enseignement en adaptation scolaire et sociale (formation initiale)*
- Éducation au préscolaire et enseignement au primaire (perfectionnement)
- Enseignement en adaptation scolaire et sociale (perfectionnement)
- Information scolaire et professionnelle
- Enseignement en formation professionnelle
- Enseignement en activité physique*

Certificats

- Éducation en milieu de garde
- Adaptation scolaire et sociale
- Insertion sociale et professionnelle des jeunes
- Instructeurs en milieu de travail
- Formateurs d'adultes en milieu scolaire
- Enseignement de la formation personnelle et sociale
- Éducation interculturelle
- Intervention éducative en milieu familial et communautaire

* CES PROGRAMMES N'ADMETTENT DES ÉTUDIANT-E-S QU'À LA SESSION D'AUTOMNE.

UQAM

RENSEIGNEMENTS: FAMILLE DE L'ÉDUCATION, 1205, RUE SAINT-DENIS, LOCAL N-R505, MONTRÉAL (QUÉBEC), TÉL.: 987-3611, OU REGISTRARIAT, 870, BOUL. DE MAISONNEUVE EST, LOCAL T-3600, MONTRÉAL (QUÉBEC), TÉL.: (514) 987-3121.



Université du Québec à Montréal

ÉDUCATION

L'école secondaire, grande naufragée du système d'éducation

La réforme de la ministre Robillard laisse sur sa faim syndicats et associations professionnelles

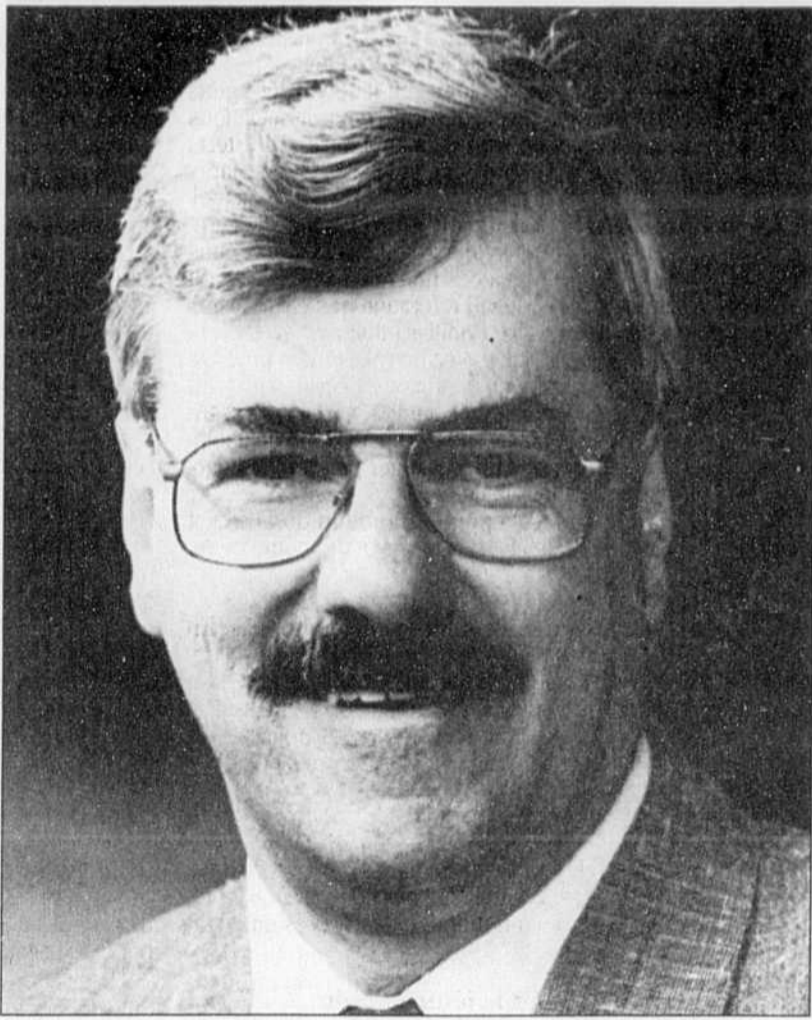
MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

Pour la plupart des gens, spécialistes de l'académique comme néophytes, l'école secondaire est le maillon faible de tout le système d'éducation, le parent pauvre, déstructuré, caricatural, là où vont se perdre des milliers de jeunes qui sont pourtant à un moment crucial de leur formation. Et ses problèmes sont beaucoup plus larges, profonds, structurels, voire intenses que ne le laisse entrevoir le «renouveau» que propose la ministre de l'Éducation du Québec, madame Lucienne Robillard, dans son document *Faire avancer l'école*, une série de changements et d'initiatives qui laissent tout ce que l'école secondaire a de professionnels, «intervenants» ou spécialistes sur leur faim.

Une «réformette», estime Reynald Legendre, professeur en sciences de l'éducation à l'UQAM, un «emballage qui laisse encore toute la place aux différents groupes d'intérêts», ajoute son collègue, Normand Baillargeon. Poudre aux yeux, disent d'autres, professeurs ou directeurs d'école, qui sont peu tendres et fort lucides, disent-ils, face aux multiples problèmes de l'école secondaire: lourdeur des conventions collectives, manque de ressources, financières comme humaines, de cohésion, de «vision globale» et de simple consensus sur ce qu'on doit, ou non, y apprendre.

D'accord avec le principe

Et puis il y a confusion dans les esprits: «L'input venu d'en haut n'est tout simplement pas clair», dit Guy Lessard, président de la Fédération des directeurs d'établissements d'enseignement du Québec. Les directives de la ministre, notamment en ce qui a trait au grand «retour» des matières de base (français, mathématiques, anglais), de même que du tutorat, font l'unanimité quant à leur pertinence, mais elles demeurent, pour la plupart, des mesures parmi d'autres qui doivent être appliquées dans le cadre d'un véritable plan d'ensemble. «Nous sommes tous d'accord avec les principes de la réforme Robillard», ajoute Diane Drouin, présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec. Mais avec des moyens accrus à notre disposition et non pas avec de



Guy Lessard, président de la Fédération des directeurs d'établissements d'enseignement du Québec.



Diane Drouin, présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

nouvelles coupures de budget.»

Ce manque de ressources est le problème majeur de l'école secondaire, confirme Diane Fortier, présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal. «Tout est lié, dit-elle. Le manque d'argent, qui conduit à la pénurie de ressources humaines qui touche à son tour à l'encadrement des élèves et donc, à la qualité de l'enseignement.» Le côté «humain» de l'école, essentiel pour garder l'étudiant en classe, s'en trouve ainsi amputé. «L'attachement à l'école, ça va bien au-delà du curriculum, des cours. Et puis, c'est encore plus crucial du côté des nouveaux arrivants: on n'a pas le temps ni les moyens de les préparer convenablement aux classes régulières.»

Luc Savard, le président de la Fédération des enseignants du second

naire, abonde ce sens, ajoutant cependant que plus que les moyens financiers ou humains, le succès de l'encadrement de l'étudiant est le résultat d'un consensus qui doit émerger de ceux-là mêmes qui peuplent les écoles: professeurs, spécialistes et surtout, dit-il, élèves. «On doit parvenir à de nouveaux modèles de gestion, où chacun pourra se sentir partie prenante du processus décisionnel. Car pour l'instant, les jeunes ne se sentent pas impliqués et on ne crée pas de sentiment d'appartenance chez eux.»

L'école «fourre-tout»

Dans sa réforme, Lucienne Robillard veut s'attaquer aux perversions engendrées par l'école «fourre-tout», qui ont fait de l'école secondaire un endroit où l'on enseigne, péle-

mêle, le français, la coiffure et la formation «personnelle». Une initiative qui divise les gens interviewés. Guy Lessard la juge quant à lui plutôt cohérente. Le curriculum est trop chargé de cours inutiles. «Tout le monde parle de l'école, dit-il. Mais quelles sont ses finalités? Former un être global. Alors, que l'on revienne à une formation plus fondamentale, qui donnera plus de mobilité aux jeunes, sans tomber dans le passivisme à outrance, est tout de même chose positive.»

Ces matières pour le moins éclectiques ne doivent toutefois pas être coupées n'importe comment, sans véritable débat, s'insurge Diane Drouin. «On ne devrait pas avoir à se prononcer à ce stade-ci sur la valeur de la grille-matière, dit-elle. On n'a pas eu suffisamment de temps. Il ne

sert à rien d'enlever tel cours, pour en rajouter d'autres.» «On parle d'abolir l'économie familiale, ajoute Diane Fortier. Mais c'est très important! Ce ne sont pas que des cours de cuisine!» Qui plus est, ajoute-t-elle, l'école secondaire reste tributaire de l'école primaire, laquelle est exempte, pour l'instant, de toute forme de changement. «C'est complètement incohérent», dit-elle.

Plus profondément, ajoute-t-elle, la réforme Robillard cautionne l'éclatement pur et simple de l'école secondaire publique telle qu'on la connaît. Avec la décentralisation et les différents «champs d'options» que pourront choisir les écoles, il y aura spécialisation et donc, morcellement. «C'est l'arrivée de l'école à la carte, dit-elle, du clientélisme.»

«La réforme confirme la tendance

à l'approche-clients», ajoute Reynald Legendre, de l'UQAM. «Nous assistons à une spécialisation de plus en plus grande de l'école, dit-il, et dans un même temps, tout le milieu se développe à tâtons et va dans toutes les directions.»

L'urgence d'une réflexion

Cette improvisation, que l'on perçoit à tous les échelons décisionnels, est relevée par tous: l'école secondaire a besoin d'une restauration complète. Tous ont souligné l'urgence de la discussion, de l'ouverture d'un véritable débat de société, démocratique, large, voire fastidieux si cela peut déboucher sur quelque chose de concret. Et même si au ministère de l'Éducation, l'attaché de presse de la ministre, Pierre Villeneuve, insiste pour dire qu'il n'y a pas pour l'instant de réforme proprement dite, mais bien des «modifications», et qu'il n'y a là aucune prétention «de refaire un Rapport Parent II», la demande, si l'on peut dire, n'a peut-être jamais été aussi forte pour de véritables remises en question. «C'est maintenant que l'on doit réécrire une certaine page de notre système éducatif», dit Guy Lessard. Mais je ne vois pas dans notre société de véritable réflexion sur le type d'école que l'on veut se donner.»

On ne fait pour le moment que colmater les brèches, ajoute Reynald Legendre, mais il n'y a aucune cohésion ou vision d'ensemble. «L'école secondaire reste dans une situation de naufragée.»

Et dans toute cette réforme, ou avec tous ces «changements» en cours, souligne Normand Baillargeon, chacun y va selon ses propres intérêts. «Dans les écoles, tous n'ont qu'une chose en tête: leur part du gâteau.» La machine est devenue trop grosse. L'école secondaire ne construit plus l'individu comme elle le devrait, mais tente plutôt d'adapter l'individu à la société, avec une vision utilitariste, «hyper-technocratique», et à coup d'impératifs du moment. Avec les résultats que l'on sait, ajoute Baillargeon: après 13 ans d'école, la majorité des «finissants» sont toujours incapables de rédiger un texte de deux pages minimalement cohérent. Au-delà de toute autre considération, le principal problème de l'école secondaire réside sans doute dans ce simple constat.

NOUS LAISSONS LA CONCURRENCE ANNONCER POUR NOUS

Si un concurrent annonce un livre à un prix inférieur que le Parchemin, nous réduirons ce prix de 5%*

le Parchemin

RÉDUCTION SUR TOUS NOS LIVRES À L'ANNÉE

à l'intérieur de la station Métro Berri-UQAM Tél.: 845-5243

* Sur présentation d'une preuve lors de l'achat — Livres en librairie — détails en magasin.



FONDÉ EN 1888

COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS

ASSOCIATION COOPÉRATIVE

1700, boulevard Henri-Bourassa Est
Montréal H2C 1J3

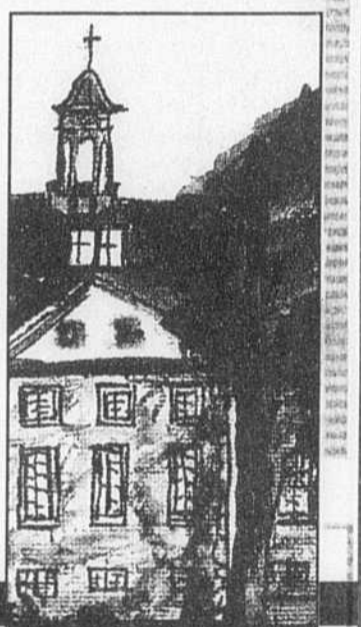
COLLÈGE PRIVÉ POUR GARÇONS ET FILLES
COURS SECONDAIRE COMPLET

EXAMENS D'ADMISSION POUR SEPTEMBRE 1994

En 1^{re} secondaire 2^e, 3^e,
et 5^e secondaire: le lundi 31 janvier 1994

On peut s'inscrire aux examens d'admission
en téléphonant au secrétariat du niveau

382-1560



POUR L'EXCELLENCE ET POUR UNE QUALITÉ DE VIE



50 ans

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DU QUÉBEC

MONTRÉAL

CONCOURS D'ADMISSION

ANNÉE SCOLAIRE 1994-1995

Disciplines principales:

Instruments d'orchestre, art vocal, guitare, clavecin,
orgue, piano, ondes Martenot, saxophone,
direction d'orchestre, écriture, composition,
analyse, histoire de la musique.

Formation musicale professionnelle
(D.E.C., études supérieures)

DATE LIMITE D'INSCRIPTION:
le vendredi 4 février 1994 à 16 h

Renseignements:
Conservatoire de musique de Montréal
100, rue Notre-Dame Est
Montréal
(514) 873-4031

Gouvernement du Québec
Ministère
de la Culture

Québec

LA MAISON THÉÂTRE



Réservations
288-7211

255, est
rue Ontario

métro
Berri-UQAM

BANQUE
NATIONALE

LE DEVOIR

Spectacles à venir

L'homme, Chopin et
le petit tas de bois
Théâtre du Gros Mécano
Du 12 au 30 janvier 1994
4 à 8 ans

Qui a peur de Loulou?
Théâtre de l'Oeil
Du 16 mars au 3 avril 1994
4 à 9 ans

Seuls
Théâtre de Carton
Du 23 février au 13 mars 1994
6 à 12 ans

Théo
L'Arrière-Scène
Du 4 au 15 mai 1994
8 à 12 ans

Passages nuageux
Théâtre sans détour
Du 2 au 12 février 1994
Dès 12 ans

À tout hasard
Théâtre Petit à Petit
Du 13 au 23 avril 1994
Dès 12 ans

Petite enfance



Enfance



Jeunesse



ÉDUCATION

Les étudiants craignent d'être les premiers à écoper

Les jeunes trouvent qu'au delà du contenu, on s'inquiète bien peu du contenant qu'est l'école

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Recalé en maths et en français, Charles-Étienne vient d'amorcer son secondaire II. À 15 ans, il a poireauté deux ans avant de mettre le pied dans une classe d'appoint, pendant autant de temps que de confiance en lui. Pour Charles et bien d'autres, la hausse des exigences au secondaire pourrait se traduire en cauchemar en plaçant hors d'atteinte un diplôme déjà difficile à obtenir.

«Si je n'avais pas eu cette classe spéciale, je n'aurais jamais passé mes mathématiques. Là, je commence à m'en sortir», de confier Charles-Étienne.

Mais tel n'est pas le cas de tous ceux que le système scolaire rejette sur les plages, tels des épaves. Des classes spéciales, il ne s'en trouve pas partout et pour plusieurs jeunes, le relèvement des exigences du diplôme secondaire (D.É.S) représente le plus terrifiant écueil de la réforme Robillard.

Plusieurs acteurs du milieu de l'éducation se sont prononcés contre ce redressement mais les jeunes, eux, croient qu'ils seront les premiers à écoper de cette mesure si le ministère ne double pas son projet d'un éventail de mesures d'aide et de soutien.

Aide et encadrement

«Il est sûr que la hausse des exigences va entraîner des milliers de décrochages si cela est appliqué illico, avec toutes les conséquences sociales et économiques à long terme qui s'ensuivront», soutient M. Alain Perreault, président sortant du Conseil permanent de la jeunesse.

Relever la barre des exigences au secondaire sans offrir du même coup des ressources d'aide et d'encadrement, c'est envoyer au chômage assuré le tiers de ceux qui, à l'heure actuelle, ne réussissent à sortir de l'école secondaire avec un diplôme sous le bras.

Premier point noir au dossier: les jeunes se demandent à quoi rime cette réforme qui ne dit mot sur le curriculum auquel auront droit les élèves de demain.



PHOTO JACQUES GRENIER

«Il est sûr que la hausse des exigences va entraîner des milliers de décrochages si cela est appliqué illico, avec toutes les conséquences sociales et économiques à long terme qui s'ensuivront», soutient M. Alain Perreault, président sortant du Conseil permanent de la jeunesse.

«Pour nous, c'est illogique de réformer le curriculum avant même de savoir ce qu'on attend des élèves à leur sortie. Quelle est l'éducation de base qu'on veut donner aux citoyens?», soutient Alain Perreault.

Pour un questionnement de fond, il faudra repasser, grogne ce dernier. À son avis, ce «chainon manquant» du projet «Faire avancer l'école» découle de l'empressement de la ministre à boucler sa réforme, pressée par un changement de porte-feuille ministériel imminent.

Mais de façon générale, les jeunes trouvent qu'au-delà du contenu, on s'inquiète bien peu du contenant qu'est l'école. Lors d'un récent colloque tenu par la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et le Regroupement des maisons d'hébergement pour jeunes du Québec, quelque 200 jeunes sont venus dire combien leurs écoles étaient inhospitalières, rigides et, ô combien, impersonnelles.

L'«École-prison», «l'école-usine», l'«école-compagnie» n'est plus un milieu de vie où l'on s'attache, gravite et fait l'apprentissage de la vie en société, ont dit ces jeunes.

«Il n'y a plus d'activités à l'école où les jeunes peuvent sentir qu'ils prennent part à un milieu de vie. Les jeunes nous disent à quel point ils se sentent surveillés plutôt qu'intégrés à l'école», souligne Marie-Edith, coordonnatrice d'une maison de jeunes à Brossard.

Manque d'activités parascolaires

Les journaux étudiants sont une espèce en voie de disparition, les conseils étudiants aussi rarissimes et les étudiants absents des lieux décisionnels.

Charles-Étienne donne un exemple. À son école de Brossard, les élèves n'ont même pas le temps de bavarder à la cafétéria, chassés dès après leur repas pour laisser pla-

cer au «deuxième dîner». «Entre les cours, on a même pas le temps de parler, juste 7 minutes pour changer de local. Il nous reste les corridors pour discuter», déplore ce dernier.

Dans certaines écoles, les activités parascolaires sont quasi inexistantes, laissant peu de chance à l'école de devenir un port d'attache, un lieu de loisir. «Maintenant, il faut payer pour faire partie de certaines équipes sportives. Et pour ceux qui n'aiment pas le sport, il y a rien d'autre», souligne Marie-Edith.

Côté sécurité, les jeunes en ont aussi marre de sentir que certaines de leurs écoles sont surveillées comme des prisons. Règlements, gardiens, amendes: la rigidité des normes à l'école vient au deuxième rang des récriminations soulevées des jeunes.

«Il y a même des écoles où il y a des screws maintenant. Les jeunes se sentent épiés à la loupe et pas du tout à leur aise», explique Charles-Étienne.

Contre le titulariat

Quant au titulariat dont plusieurs parlent comme d'une panacée pour améliorer le sentiment d'appartenance des jeunes à l'école, les premiers concernés sont ceux qui s'y opposent le plus. Plusieurs adolescents craignent que d'être confinés au même groupe d'élèves et au même professeur ne diminue leurs occasions de se faire de nouveaux amis ou d'être en contact avec différentes personnes-ressources. Et quelle formation prévoit-on donner à ces profs-orchestres, sacrés polyvalents du jour au lendemain?

«Curieusement, la plupart des jeunes sont contre cette idée. Ils veulent être libres. Pour ceux qui ont des problèmes d'apprentissage ou des difficultés avec un professeur, rester dans le même groupe signifie aussi être marginalisé à temps plein», affirme Marie-Edith.

Bref, autant de volets bien pragmatiques auxquels la ministre Ro-

billard a passé outre en faisant son examen de l'école secondaire. Tout cela fait dire à ceux qui travaillent avec les jeunes que les adolescents ont été bien peu consultés sur l'école qu'on veut réformer pour leur plus grand bien.

«Il faut que Mme Robillard entende les jeunes et les parents si elle veut que l'école corresponde à la réalité des jeunes. Pour l'instant, tous ces gens ont été très peu consultés», déplore Alain Perreault.

Pressée par les délais, la ministre Robillard passera-t-elle à côté des besoins des élèves? Voilà qui préoccupe bien des organismes de jeunes. «Pour l'instant, croit M. Perreault, la ministre a présenté quelques mesures parcelaires et on craint que ça ne change pas grand-chose à l'école secondaire. L'école a besoin de beaucoup plus. Pourquoi faire croire à une grande offensive et amener tout le monde s'il y a pas volonté réelle de s'attaquer au fond?»

UN CHOIX DE QUALITÉ

Située au cœur de la capitale nationale, l'Université d'Ottawa vous offre

- une gamme complète de programmes d'études aux 1er, 2e et 3e cycles en français et en anglais dans les disciplines suivantes:
 - arts • humanités • sciences sociales
 - administration • éducation • sciences
 - droit (civil et common law) • génie
 - médecine • sciences de la santé
- une abondance de services qui vous permettent de «vivre» dans votre langue

Pour plus de renseignements, communiquez avec

L'Admission
Université d'Ottawa, 550, Cumberland
Ottawa (Ontario) K1N 6N5 (613) 564-3928



UNIVERSITÉ D'OTTAWA UNIVERSITY OF OTTAWA

FQPPU

La Fédération québécoise des
professeures et professeurs d'université

18 syndicats membres

7 300 professeures et professeurs

- Le Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM)
- Le Syndicat du personnel de l'Institut national de la recherche scientifique (SPINRS)
- Le Syndicat des professeures et professeurs de la Télé-université (SPPTU)
- Le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec à Rimouski (SPPUQAR)
- Le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS)
- Le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université Laval (SPUL)
- Le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ)
- Le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi (SPPUQAC)
- Le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Hull (SPUQAH)
- Le Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (SPUQAT)
- Le Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (SPPUQTR)
- Concordia University Faculty Association (CUFA)
- McGill Association of University Teachers (MAUT)
- L'Association des ingénieurs-professeurs des sciences appliquées de Sherbrooke (AIPSA)
- L'Association des professeurs(e)s de Bishop's University (APBU)
- L'Association des professeurs de l'Institut Armand-Frappier (APIAF)
- L'Association des professeurs et des professeures de la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke (AFPMMUS)
- L'Association des professeurs de l'École de technologie supérieure (APETS)

FQPPU

4446, boulevard Saint-Laurent, bureau 405,
Montréal (Québec) H2W 1Z5
Téléphone: (514) 843-5953
Télécopieur: (514) 843-6928



GOETHE-INSTITUT



L'allemand,
ça s'apprend. JA!

La session d'hiver
(durée: 15 semaines)
débutera le 17 janvier 1994.

Un vaste choix de cours est offert:
Cours de langue réguliers et accélérés, de
conversation, de grammaire, d'allemand
pour les affaires, de théâtre et d'actualité
politique.

CLASSES DE JOUR ET DE SOIR

INSCRIPTIONS
entre le 10 et le 14 janvier 1994.
Renseignements au
499-0159 ou 499-0918.

GOETHE-
INSTITUT MONTREAL

418, rue Sherbrooke Est (près de St-Denis)
Métro Sherbrooke, Montréal H2L 1J6



Pensionnat et externat
FILLES ET GARÇONS
*Maternelle plein temps
*1re à 6e année du primaire



LA BASE: LE PRIMAIRE!

ÉCOLE MARIE ANNE

3766, rue Queen • Rawdon J0K 1S0
Située à la campagne, 30 minutes de Laval

Inscriptions débutant en novembre
Visite de l'école sur rendez-vous
Bienvenue (514) 834-4668

C'est beau la vie

DONNEZ!

La Société canadienne
de la Croix-Rouge
Division du Québec

ÉDUCATION



L'immersion semble donner de meilleurs résultats au Québec que dans le reste du Canada, où l'habitude a essaimé, avec plus ou moins de bonheur, les enfants plongés dans le bain francophone ne réussissant à se débrouiller qu'avec peine en français, même après six ou sept ans de tourbillon.

L'émergence de l'immersion

Québec mousse l'idée des classes d'immersion en langue anglaise

STÉPHANE
BAILLARGEON
LE DEVOIR

On en a fait la preuve cent et une fois: le débat sur l'enseignement de l'anglais au Québec est un merdier. On croit avancer sur le chemin de la pédagogie et, à tout moment, on s'embarque dans la fange politique.

Une preuve supplémentaire vient d'émerger de Québec, dans les débats entourant les toutes récentes propositions de réformes du ministère de l'Éducation du Québec qui pourraient éventuellement multiplier les classes d'immersion, la dernière panacée aux yeux des décideurs en matière de bain linguistique.

Les réactions du milieu n'ont pas tardé, et souvent, pour trouver l'idée plutôt *shocking, indeed*. Même le Conseil supérieur de l'éducation, qui approuve pourtant presque la totalité des propositions contenues dans le document *Faire avancer l'école*, a recommandé de ne pas aller de l'avant avec l'idée des classes d'immersion.

Mais qu'est-ce que l'immersion?

Elle consiste à enseigner certaines matières scolaires dans une langue autre que celle de l'école. La technique pédagogique a été inventée au milieu des années soixante, à Saint-Lambert, précisément pour aider les jeunes québécois anglophones à maîtriser le français. Elle semble d'ailleurs encore donner de meilleurs résultats au Québec que dans le reste du Canada, où l'habitude a essaimé, avec plus ou moins de bonheur, les enfants plongés dans le bain francophone ne réussissant à se débrouiller qu'avec peine en français, même après six ou sept ans de tourbillon.

L'immersion se distingue de l'enseignement dit intensif. Cet enseignement consiste, par exemple, à voir en français et en accéléré tout le programme scolaire, puis, à réserver des semaines d'enseignement soutenu de l'anglais, et rien d'autre, par des enseignants compétents pour le faire. Présentement, 35 commissions scolaires dispensent cette forme d'apprentissage dans leurs écoles, et une quarantaine d'autres songeraient à l'implanter.

Noyer le poisson

De récentes études ont montré que les jeunes francophones tirent un peu de la patte pour ce qui est de l'apprentissage de la langue seconde.

Mais, le ministère de l'Éducation a surtout constaté que la principale lacune qui contribue à rendre l'enseignement de l'anglais déficient, c'est qu'on y consacre pas suffisamment de temps.

Ainsi, alors que la loi prévoit un minimum de 216 heures d'enseignement de l'anglais au primaire, l'équivalent de deux heures par semaine, présentement, les deux tiers des commissions scolaires n'y consacrent en moyenne que 162 heures.

En novembre, dans un document d'orientation intitulé *Faire avancer l'école*, le ministère de l'éducation a donc proposé une série de mesures pour améliorer l'enseignement de l'anglais comme langue seconde dans les écoles francophones. C'est la seconde proposition du rapport, qui arrive tout juste après l'idée d'améliorer l'enseignement de la langue maternelle. Avec ces nouvelles dispositions, un élève pourra éventuellement doubler le nombre d'heures qu'il consacre présentement à l'apprentissage de l'anglais.

Ce document précise les conditions à remplir pour qu'un petit francophone puisse participer à des stages d'immersion en anglais, qu'autorise désormais la loi 86, adoptée en juin.

L'élève doit d'abord obtenir l'approbation de ses parents. Ce qui ne devrait pas être difficile, puisqu'un sondage mené auprès des parents de la commission scolaire des Découvreurs, a révélé que 90% des parents de cette institution de Sainte-Foy voulaient davantage d'anglais langue seconde pour leurs enfants.

Ensuite, la période d'immersion est limitée à 225 heures cumulées durant les trois dernières années de l'école primaire (l'équivalent d'un quart d'année scolar-

re), et à 500 heures, maximum, pour la durée du secondaire (correspondant à une demi-année de classes au total).

Ces limitations s'expliquent facilement: au-delà de ces balises temporelles (225 et 500 heures), l'élève francophone en immersion pourrait réaliser la majeure partie de ses études en anglais et obtenir du même coup le droit de s'inscrire à l'école anglaise. L'immersion serait alors devenue une passoire constitutionnelle vers l'école anglaise.

Le bébé avec l'eau du bain

Les milieux de l'enseignement ont réagi de façon plus ou moins mitigée, notamment dans les mémoires déposés dans le cadre des audiences qui ont suivi la présentation des «orientations, propositions et questions» de *Faire avancer l'école*.

Certains s'y opposent carrément, comme la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Tout en se disant «favorable à l'amélioration des compétences des jeunes en anglais», la CEQ s'oppose «à toute formule pouvant mettre en péril le statut déjà fragile du français au Québec». La centrale voit dans l'immersion «une embûche additionnelle à la réussite des différentes matières au programme» et lui préfère l'enseignement intensif «même si la formule comporte un certain nombre d'inconvénients».

La Commission des écoles catholiques de Montréal, privilégie aussi cette formule à celle de l'immersion, «celle-ci n'ayant pas démontré, au Canada anglais, de vertus supérieures à celles-là».

À la rigueur, la CECM voudrait procéder à l'expérimentation contrôlée de classes d'immersion «afin d'éviter que la formule n'engendre les effets négatifs signalés dans les expériences au Canada anglais». Elle conclut en disant qu'elle n'est pas opposée à l'idée de l'immersion, mais que de toute manière «celle-ci doit être subordonnée à un principe de base: la maîtrise préalable du français».

D'autres sont moins critiques. Ainsi, l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec est prête à soutenir le projet pourvu que les heures consacrées à l'immersion dépassent le temps alloué à l'enseignement de l'anglais langue seconde. De même, la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal a entériné la proposition de restructurer l'ensemble de l'enseignement de l'anglais langue seconde et plus particulièrement l'idée de mettre en œuvre des classes d'immersion, tout en recommandant de laisser aux commissions scolaires la responsabilité de choisir le modèle et le temps appropriés.

Mais rien n'est simple dans ces questions linguistiques et il serait trop facile d'organiser les oppositions autour des traditionnelles coupures qui identifient clairement les camps au Québec depuis des décennies.

Ainsi, la Société pour la promotion de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au Québec (SPEAQ), qui regroupe des centaines d'enseignants, s'est clairement prononcée contre l'idée de l'immersion. «Ce n'est pas le temps de faire la promotion ici de ce qui n'a pas fait ses preuves ailleurs», explique Jacquelyne Lord, présidente de l'association, qui enseigne elle-même l'anglais dans une institution privée de La Pocatière.

Elle déplore en plus qu'on n'ait pas consulté ses membres sur les propositions en rapport à l'immersion, autrement que par les audiences sur l'éducation du milieu décembre (avec d'ailleurs très peu de temps pour se préparer).

Comme tant d'autres, la SPEAQ préférerait qu'on mette l'accent sur la formule des cours intensifs et, surtout, qu'on commence par dispenser le nombre d'heures minimum prévu par la loi.

Et puis, pour Mme Lord, il n'est pas question d'en faire une question politique, même si trop de gens cherchent à détourner le débat. «Pour nous, c'est une question de pédagogie, et uniquement cela, conclut-elle. Le ministère veut brusquer les choses. Mais, dans les questions d'éducation, il vaut mieux se hâter lentement, comme on dit en anglais.»

Des classiques
qu'on lit par plaisir...



Donnons-leur...
juste un peu!



Pouvez-vous imaginer qu'au moment même où vous lisez ces lignes, il y a des centaines de personnes qui meurent de faim un peu partout dans le monde... Juste en Somalie, c'est plus de 400 morts par jour.

Ne pensez-vous pas qu'on pourrait les aider... juste un peu!

Dons par carte de crédit acceptés par téléphone
Montréal: (514) 866-1773

Un reçu d'impôt peut être émis pour les dons de 15\$ et plus.
Le nom inscrit sur ce coupon sera celui utilisé pour l'émission de ce reçu. MERCI.

N° d'enregistrement: 0419556 03 08

OXFAM-QUÉBEC

169, rue Saint-Paul Est
Montréal (Québec) H2Y 1G8

ÉDUCATION

Splendeurs et misères de l'école secondaire

On ne sait plus où donner de la tête pour répondre aux besoins particuliers des étudiants

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Il est 13 h 30, le cours de français vient à peine de commencer. L'enseignante-stagiaire, n'écoulant que le courage de sa très jeune vingtaine, rappelle aux élèves, niveau 4e secondaire, qu'il faut se choisir et résumer un roman pour la période des Fêtes.

«Ah non!»
«C'est pas vrai: on n'a pas le droit aux romans 'Frissons'?»
«Hein, faut-tu lire le livre au complet?»

Autour du journaliste, qui a pris place en plein centre de la salle de classe, ça chiale, ça ricane, ça se cure le nez, ça s'exprime.

Pourtant, une demi-heure plus tard, dans un grand silence, les mêmes étudiants peinent avec application sur les conjugaisons des verbes en «y». D'un côté on gueule, de l'autre on voudrait bien s'appliquer. Les étudiants admettent eux-mêmes qu'ils ont besoin de rigueur. Mais en sont-ils capables?

Nous sommes dans une école secondaire de la grande banlieue de Montréal, là où se produit la véritable explosion démographique des dernières années.

À Terrebonne, l'école Armand-Corbeil offre seulement le 2e cycle (les trois dernières années du secondaire) et elle compte 1600 étudiants. Mais à la commission scolaire Des Manoirs, de plus en plus d'écoles de premier cycle offrent aussi la 3e secondaire.

Moins de minorités visibles

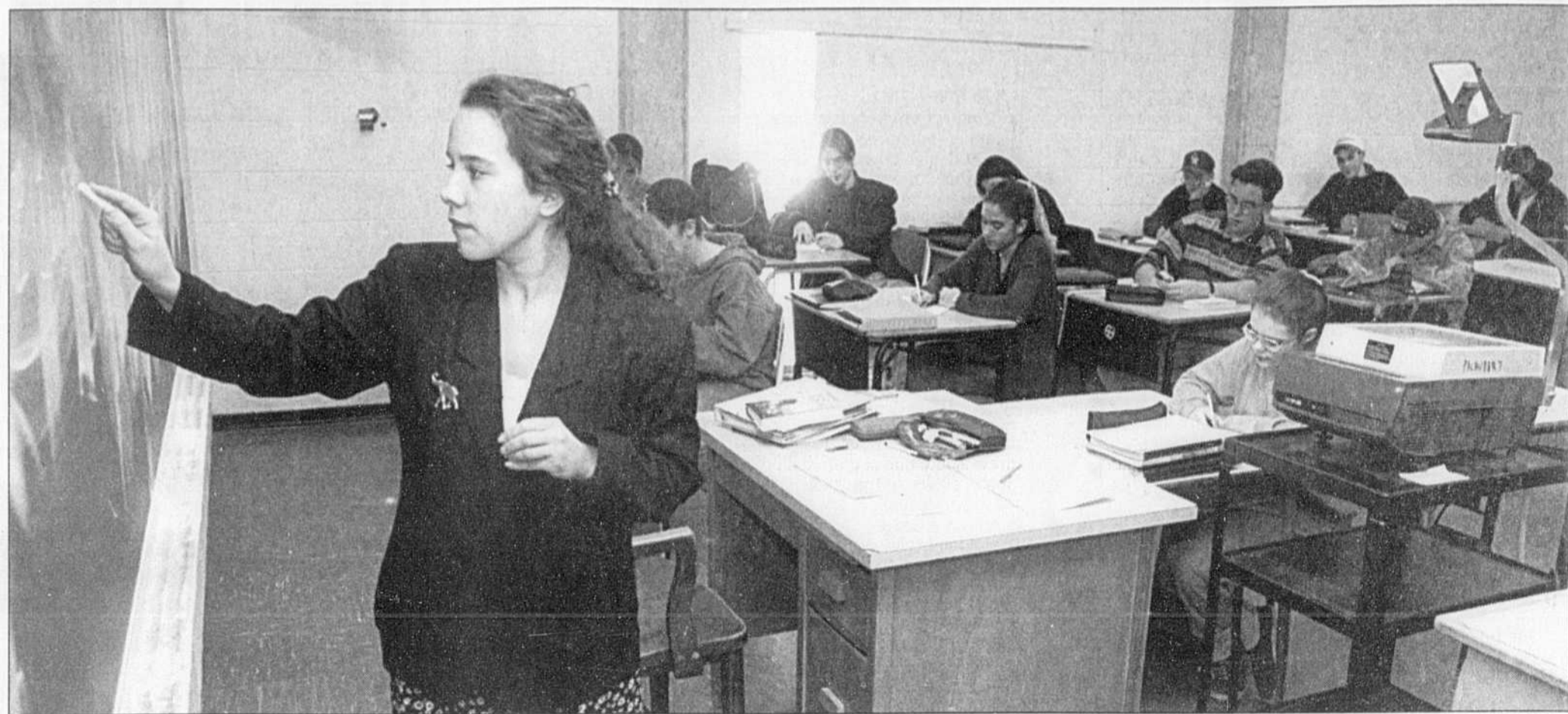
Une école qui roule plus rondement que bien des entreprises: arrivée à 8 heures le matin, départ à 14 h 30, après une journée à courir d'un cours à l'autre. À 14 h 45, les 1600 élèves doivent laisser la place à un Centre de formation professionnelle, et le soir on accueille encore des centaines de jeunes et d'adultes en «service alternatif». L'école ne fait rache que la nuit.

L'école est assez propre, et dans la cafétéria la lumière entre à pleines fenêtres. Mais c'est aussi une minicité, avec des bureaux et des classes dans tous les recoins, et une circulation intense aux changements de cours. On y remarque moins d'élèves des minorités visibles qu'à Montréal.

«Ici c'est une ville-dortoir: de nombreux parents partent tôt le matin pour travailler à Montréal, reviennent tard, épuisés, explique Murielle Chaput, directrice adjointe. On sent un manque d'encadrement des jeunes.»

Ici, le milieu social est qualifié de «classe moyenne avec nette tendance à l'appauvrissement», avec plusieurs familles démunies.

Murielle Chaput est responsable du niveau secondaire 3, qualifié d'«année-charnière». Dans ses pro-



À la polyvalente Armand-Corbeil de Terrebonne, comme ailleurs, il en faut du courage pour être enseignante-stagiaire au secondaire 4.

PHOTO JACQUES NADEAU

positions, la ministre Robillard voudrait voir le secondaire 3 intégré au premier cycle, plutôt qu'au deuxième comme c'est le cas actuellement, histoire de mieux «encadrer» les étudiants.

Murielle Chaput est bien d'accord. «C'est une année décisive, explique-t-elle. Le jeune est en pleine crise de croissance, il a beaucoup de difficultés à accepter l'autorité, il est incapable de se projeter dans l'avenir. Il est souvent démotivé, il ne veut pas faire d'efforts. Le secondaire 3, c'est vraiment l'année charnière entre les deux cycles, et c'est l'année où l'on décroche le plus. De façon générale, l'étudiant qui réussit bien son secondaire 3 terminera son cours secondaire.»

La difficulté d'intégrer les besoins de chacun

La ministre a également proposé de diversifier les cours en 4e et 5e secondaire. Tout le monde le veut bien, pour que l'étudiant sache mieux ce qu'il veut. Mais le débat sur les matières dites «essentiels» demeure ouvert.

Et tous s'entendent pour affirmer que le secondaire a beaucoup de difficultés à intégrer les besoins et désirs particuliers.

Réunis autour d'une table, une demi-douzaine de professeurs fustigent en effet le moule unitaire proposé au secondaire. Ils proviennent d'horizons variés, enseignent le fran-

çais, l'anglais, l'art dramatique, la morale, la physique.

«On dit aux jeunes, si vous ne savez pas quoi faire, faites donc des sciences, c'est la voie royale, s'exclament-ils. C'est l'obsession du cégep: la pression sociale est énorme pour que tous les élèves aillent au cégep, même si ça ne convient pas à tous.» Ils racontent que des étudiants voudraient étudier la musique mais se le refusent parce qu'«il faut absolument faire des sciences, même s'ils détestent ça.» Une enseignante en art dramatique a vu des étudiants se taper des cours de physique pendant l'été pour avoir le «droit» de suivre son cours pendant l'année.

Les jeunes veulent conserver les portes ouvertes, ajoutent-ils. Mais les cégeps devront s'ajuster à eux.

«Ils persistent uniquement dans la formation générale et les sciences pour se faire un dossier, ajoutent-ils. Comme plusieurs détestent ça, plusieurs décrochent.»

«S'il n'y a pas de job à la fin des études, aussi bien se dire qu'on va étudier dans ce qu'on aime,» lance l'un d'entre eux sous les murmures d'approbation des autres.

L'importance des notes

Jacques Gareau, le directeur de l'école, qui œuvre à la commission scolaire Des Manoirs depuis 17 ans, fait remarquer que les élèves semblent plus préoccupés par le cumul

de crédits que par le cumul de connaissances.

«Tout le système secondaire est ainsi fait: on leur met dans l'idée qu'il faut réussir un certain nombre de crédits pour passer, plutôt que d'explorer ou d'accumuler des connaissances, dit-il. Donc, ils vont fournir un effort uniquement quand c'est nécessaire, quand ça compte pour les notes.»

Pour lui, le véritable changement à venir dans le réseau secondaire réside dans «la valorisation du travail intellectuel, le sens de l'effort, l'implication des jeunes dans leurs études.»

Mais pourquoi ces jeunes ont-ils tellement de difficultés à fournir un effort?

Jacques Gareau veut bien risquer une explication personnelle: «C'est une génération à qui on va voulu donner l'impression que la vie était facile, qu'il ne fallait pas travailler trop fort. Plusieurs jeunes parents croient d'ailleurs que les jeunes doivent avoir tout ce qu'ils demandent. Certains sont même fâchés quand on leur dit que les élèves doivent travailler plus fort! Mais si les parents peuvent payer les blousons à la mode, ils ne peuvent pas acheter la réussite scolaire...»

Rachel, Colombe, Suzie et Laurent enseignent le français. Ils sont aux premières loges, c'est le moins qu'on puisse dire. La piètre qualité du fran-

çais au secondaire et au cégep est fustigée dans tous les médias: les professeurs ne savent plus enseigner, les étudiants ne savent plus apprendre, la télévision ne sait plus se taire, les parents ne savent plus élever, les fonctionnaires ne savent plus concevoir des programmes clairs. Au ban des accusés, il ne manque que les mauvaises conjonctions astrologiques!

L'enseignement primaire

Réunis dans leur local à l'occasion d'une période creuse, les quatre professeurs se vident le cœur. Les préoccupations ministérielles sur la valorisation du français au secondaire, c'est «du vent, de la politique, des phrases en l'air».

Pour eux, c'est au primaire que tout se joue, c'est au primaire que tout a été raté.

«On prend les élèves au niveau où ils sont rendus, explique Colombe. Ils n'ouvrent jamais leurs livres, sauf 3 ou 4 élèves sur une classe de 35.»

«Ils n'ont pas étudié, la structure de la langue n'est pas acquise, ajoute Laurent. En secondaire 5, ils ont de la difficulté à identifier un verbe, un adjectif.»

«Au primaire l'enseignement a été trop décousu, trop fragmenté, déclare Suzie. Il n'y a pas assez de pratique, d'exercices.»

«Ce sont des enfants de Passe-Partout, des enfants de 10, 15 minutes.

Tout ce qu'ils apprennent est très compartimenté», fait savoir Colombe.

«On est pas assez exigeant envers eux, soutient Rachel. Dans l'enseignement du français, il y a des notions qu'on doit apprendre par cœur, on n'a pas le choix.»

Une génération perdue? Suzie fait quand même valoir que depuis l'imposition d'un examen en fin de secondaire, «il y a moins de laissez-aller». On constate également que depuis deux ou trois ans les jeunes semblent lire de plus en plus. Laurent, plus âgé, constate que «l'idée de revenir au 'bon vieux temps' est ridicule, parce que dans mon temps une petite élite faisait son cours classique et tous les autres ne savaient ni lire ni écrire.»

Tous sont unanimes pour affirmer qu'il ne servirait à rien d'augmenter les heures de classe pour forcer l'apprentissage. Il faudrait plutôt réduire la taille des classes pour arriver à offrir un enseignement de qualité, affirment-ils.

Cette dernière idée est partagée par bon nombre d'étudiants. Elle ne l'est pas par tout les spécialistes. Mais c'est une idée qui demanderait des investissements supplémentaires. Faut-il se surprendre que la ministre Robillard n'en a pas soufflé mot dans son document?

Tout âge a ses choix

POUR UN CHOIX ÉCLAIRÉ
CONSULTEZ UN CONSEILLER OU
UNE CONSEILLÈRE D'ORIENTATION

Choisir une formation adéquate, une carrière sur mesure et la satisfaction au travail

- orientation • réorientation
- planification et gestion de carrière
- recherche d'emploi • satisfaction au travail



La Corporation professionnelle
des conseillers et conseillères
d'orientation du Québec

Tél.: (514) 737-4717
1-800-363-2643
Télec.: (514) 737-6431

Profession à titre réservé régie par le Code des professions

COURS DE
TANGO

SESSION
D'HIVER
1994



LES ATELIERS

TANGO

ARGENTIN inc.

INF. 285-4848

4848 St-Laurent, Montréal, Québec H2T 1R5

L'Association des Professeurs d'Art Dramatique est un organisme voué à la promotion et à la défense de l'enseignement de l'art dramatique en milieu scolaire et théâtral. Perfectionnement, congrès, publications, échanges, sont des services mis à la disposition des membres.

Informations:

Arduina Alonzo (514) 472-6060

Pierre Collin (514) 293-3181, poste 236



Un problème de langage oral ou écrit entrave la réussite scolaire de l'élève; l'orthophoniste devient un acteur essentiel dans la résolution de ces problèmes.



Corporation
Professionnelle des
Orthophonistes et
Audiologistes du
Québec

1265, rue Berri, Bureau 730, Montréal (Québec) H2L 4X4



À lire bientôt, dans
LE DEVOIR
Notre cahier spécial sur les
CAMPS D'ÉTÉ

Date de tombée publicitaire
le 11 février 1994

Date de parution
le 19 février 1994

Pour réservation publicitaire,
composez le

985-3399



ÉDUCATION

Un autre son de cloche

L'école internationale, un antidote au décrochage et aux échecs scolaires

CLAIRE HARVEY

Manque de discipline, décrochage et échecs scolaires sont absents du vocabulaire de l'École de l'éducation internationale publique de Saint-Hubert (EEI). Contrairement à l'alarme qui résonne dans certaines écoles secondaires, ici, on entend un autre son de cloche. On parle plutôt d'élèves doués, motivés, voire zélés.

L'EEI a réussi une première mondiale: elle a offert à une clientèle nationale, en 1987, un programme conforme à celui des écoles internationales. Son directeur, M. René Fortin rappelle qu'en Europe, ces écoles s'adressent uniquement aux étrangers. «Pour nous adapter à la réalité pluriculturelle de la région de Montréal, nous avons décidé de développer chez nos jeunes cet esprit international.» Vingt-deux institutions scolaires québécoises, en majeure partie privées, ont emboîté le pas à l'EEI et font partie du réseau des écoles internationales.

L'EEI dessert quelques 1 200 élèves du territoire des commissions scolaires de l'Eau-Vive, Taillon, Mont-Fort et Jacques-Cartier. S'inspirant de la philosophie des écoles internationales, le programme d'études favorise tant l'ouverture aux autres cultures que la performance académique.

Ces cerveaux boulimiques se gavent de connaissances. Ce programme permet la mobilité des élèves à travers toutes les écoles du réseau international (présentes sur les cinq continents) en plus de répondre aux objectifs de base et d'enrichissement des matières du MEQ.

Gare au professeur mal préparé. Il devra refaire ses devoirs. Selon René Fortin, «parmi plusieurs éléments, le projet éducatif de l'EEI exige que les élèves s'impliquent dans des activités de service communautaire. Pour obtenir son diplôme d'éducation secondaire internationale, un étudiant devra participer pendant un minimum de vingt heures à une activité communautaire dans un hôpital, un centre de bénévolat, un foyer pour personnes âgées ou une bibliothèque municipale. Cette implication sociale lui permet d'acquiescer le sens des responsabilités.»

On donne aussi à l'élève une méthodologie de travail qui débouche sur la production d'un mini-mémoire en secondaire V. En outre, chacun des 65 professeurs doit relier les matières enseignées à l'environnement, la créativité et l'acquisition des connaissances nécessaires au maintien d'un bon état de santé mentale et physique.

Des cerveaux boulimiques

Pour satisfaire aux exigences d'un tel programme, seuls les plus talentueux sont admis. «Parmi les élèves qui atteignent une moyenne supérieure à 85% au primaire, les 256 meilleurs sont sélectionnés lors d'un examen d'admission, ajoute Denis Bédard, directeur adjoint. Par conséquent, les élèves sont tous au même niveau et maîtrisent parfaitement les matières enseignées au primaire. Puisqu'ils partent avec le même bagage intellectuel, les professeurs n'ont pas besoin de faire de rattrapage. Ils se consacrent à l'élargissement des connaissances de leurs étudiants.»

Ces cerveaux boulimiques se gavent de connaissances. Gare au professeur mal préparé. Il devra refaire ses devoirs. Micheline Allard, professeure de mathématiques en secondaire I, n'entrevoit pas la possibilité de commettre une seule erreur. «Les élèves s'en rendront compte rapidement, explique-t-elle. Ils sont aussi très exigeants. Non seulement devons-nous répondre à toutes leurs questions mais aussi leur donner suffisamment de matière pour soutenir leur intérêt.» Opinion partagée par sa collègue Jacynthe Tremblay, qui ajoute: «Valorisant les études de leurs enfants, les parents sont très impliqués. Ils poussent leur progéniture à se surpasser. Nous devons souvent les rassurer sur les capacités intellectuelles de leurs enfants. Même lorsqu'ils obtiennent plus de 80%.»

Les élèves subissent aussi cette pression. La route qui mène à l'EEI est pavée de bonnes notes. Au primaire, ils étaient premiers de classe. À l'EEI, confrontés à la performance de leurs pairs, certains deviennent compétitifs à l'excès. La moindre note en-deça de 90% sera perçue comme une catastrophe. Pour contrer cette angoisse, plusieurs professeurs tentent de valoriser les relations humaines au lieu de la performance académique.

Depuis deux ans, ces étudiants modèles se classent devant ceux des collèges privés, lors des examens du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Ils s'estiment donc privilégiés. C'est du moins ce qu'affirment Geneviève Santerre, David Sirois et Pascal Boscoron. «Étudier ici, demeure très stimulant tant au niveau académique que social.» Personne ne semble regretter les écoles traditionnelles publiques ou les collèges privés.

Et la charge de travail dans tout cela? Ne se privent-ils pas des loisirs propres à l'adolescence parce qu'ils croulent sous les travaux scolaires? Hé bien non! «Il existe un juste équilibre entre les études et les autres activités», dit Geneviève Santerre. En enfants brillants qu'ils sont, ils gardent du temps pour la récréation.

HÉLENE BOYER

La réforme? Rien de neuf pour les écoles anglophones

Avec un taux de décrochage bien en deçà de celui des écoles francophones et l'application systématique du titulariat, on ne craint guère la réforme de la ministre Robillard

À 8 heures le matin, l'école secondaire Pierrefonds Comprehensive High School commence à s'animer. Son directeur, Bernard Young, est déjà au boulot depuis une bonne demi-heure quand retentit le timbre, un extrait d'une plage musicale plutôt qu'une cloche, signifiant le début des cours. Jusque là, rien de très différent des écoles francophones. Et pourtant, on n'est pas au bout de ses surprises dans cette ex-polyvalente.

Surprise d'abord du côté du taux de décrochage. À peine 5% de décrocheurs pour l'ensemble de la section anglophone de la commission scolaire Baldwin-Cartier. Les anglos, c'est connu, adorent leurs écoles. Les jeunes interrogés témoignent d'un fort sentiment d'appartenance à l'égard de celle-ci. «PC (pour Pierrefonds Comprehensive), c'est la meilleure école, dit Patricia, une étudiante en secondaire III. Ici, je retrouve mes amis.» Dans la même classe, Andrew ajoute que la grande différence entre PC et les autres écoles se trouve du côté du corps enseignant. «Les professeurs nous écoutent, dit-il. Ils font vraiment la différence.» D'après le directeur de l'école Pierrefonds Comprehensive, Bernard Young, la disponibilité des professeurs en dehors des heures de cours n'est pas étrangère au succès de l'école anglophone. Rares sont les enseignants, explique-t-il, qui ne s'impliquent pas bénévolement dans une activité parascolaire.

Ici, le sport semble omniprésent. Plus d'une vingtaine d'activités se déroulent chaque semaine. Comme une marque de commerce, les anglophones ont toujours mis une emphase sur la pratique d'activités sportives et la participation à des activités culturelles. Le band de l'école, un orchestre formé des jeunes du secondaire I qui suivent un cours de musique obligatoire, donnait d'ailleurs un concert ce soir-là, le 14 décembre dernier. De l'auditorium parvenaient des bruits de trompettes, de cymbales et de flûtes traversières. Mais encore. Peut-on parler d'une stricte différence culturelle quand toutes les écoles du Québec suivent le même régime pédagogique?

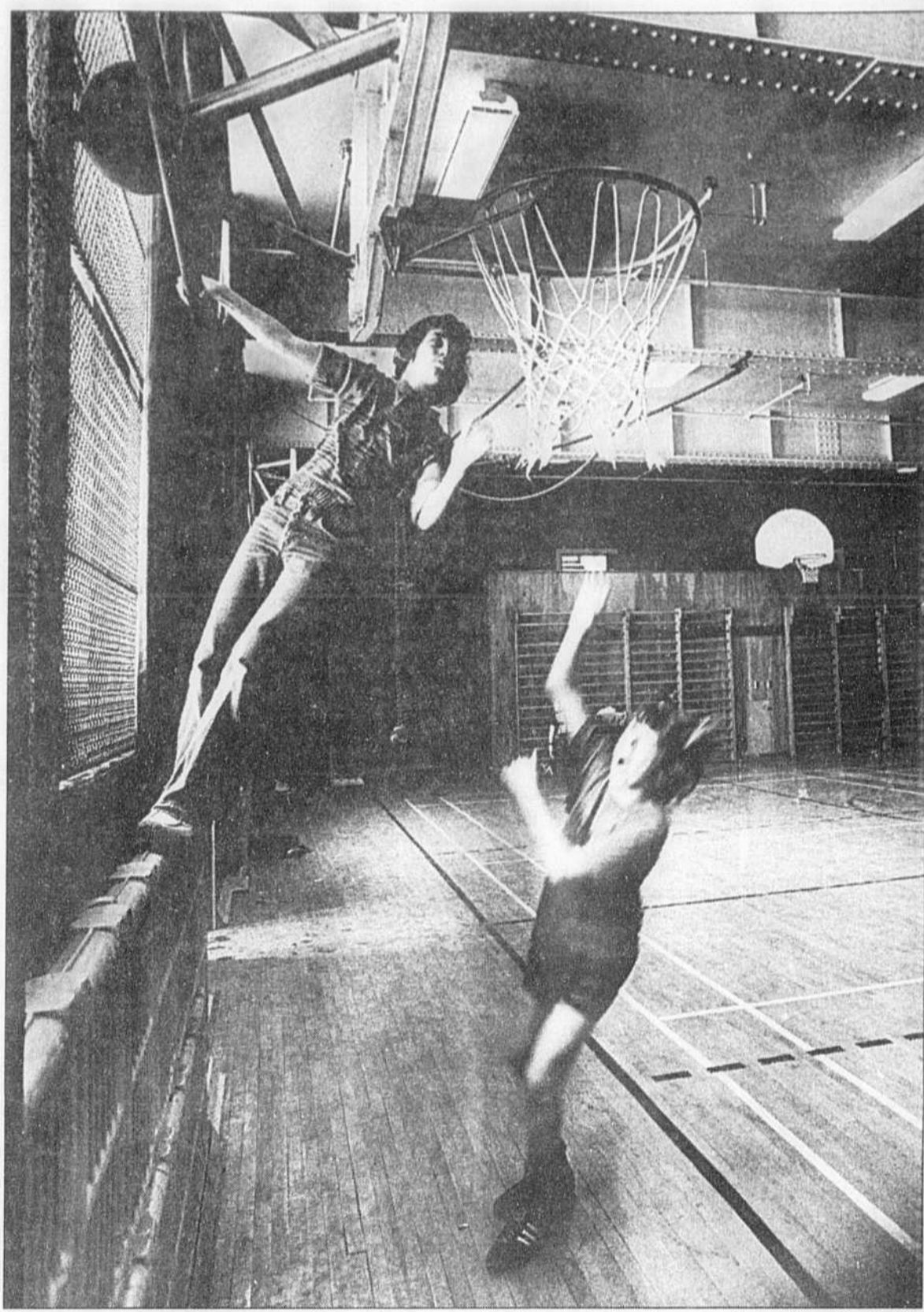
Une formule particulière

Depuis une quinzaine d'années, l'école utilise une formule d'enseignement particulière pour favoriser un meilleur passage entre le primaire et le secondaire. «Nous appelons cela le *core program*, explique Sandra Pasquale, directrice adjointe. C'est le principe des groupes stables. En secondaire I, un professeur enseignera trois matières — soit anglais, géographie et histoire — aux élèves.» Le programme s'applique aussi en secondaire II à la seule différence qu'un professeur n'enseignera que deux matières au lieu des trois.

Mais là ne s'arrête pas le lien avec le primaire. La commission scolaire a rattaché six écoles primaires à l'école secondaire de Pierrefonds. Le lien n'est pas qu'administratif. Les enseignants de Pierrefonds Comprehensive participent régulièrement aux rencontres de parents des écoles primaires. «La réforme présentée par Mme Robillard a quelque chose de déjà vu pour nous... Nous avons toujours cru en l'importance de l'intégration des jeunes qui nous arrivent du primaire. C'est curieux mais je croyais que les écoles francophones appliquaient un principe semblable», fait remarquer Bernard Young. Les commissions scolaires anglophones appliquent depuis plus de 15 ans le principe des groupes stables avec une efficacité évidente. Mais il n'y a pas que cette mesure qui surprend.

Les étudiants qui obtiennent des notes plus élevées que les autres, les «bollés», peuvent participer à un programme enrichi. «Le *tag program* (*talented and gifted*) regroupe des élèves dans les différents niveaux, explique Marjolaine Armstrong, professeure et responsable des classes d'immersion en français. Nous croyons que l'école doit offrir des outils aux meilleurs. C'est une tradition chez nous.» Pour les moins talentueux, il existe des programmes particuliers tels que les périodes de devoirs à l'école.

Sortir de l'école secondaire avec un diplôme reste une obligation plus que morale pour les anglophones. On est prêt à tout pour éviter le décrochage scolaire. Depuis quelques années, l'école dirigée par M. Young a même instauré un secondaire VI! Les jeunes suivent à temps partiel les cours qu'ils ont échoués en secondaire V. Ici, pas de classes spéciales, ni d'horaires particuliers. Les 36 jeunes actuellement inscrits en secondaire VI se rendent à



Comme une marque de commerce, les anglophones ont toujours mis l'emphase sur la pratique d'activités sportives et la participation à des activités culturelles.

l'école comme les autres. Selon un des directeurs adjoints de l'école, Derek Monpétit, le taux de succès de ce programme atteint 75%. S'ils aiment moins l'école, les jeunes ne sont pas nécessairement encouragés à poursuivre des études au secteur professionnel. À Pierrefonds Comprehensive, on offre bien une formation professionnelle mais les adultes de 18 ans et plus remplissent toutes les 155 places disponibles. Pour les anglophones, la seule voie semble menée tout droit au cégep et à l'Université.

Fini le temps de la polyvalente!

Construite dans les années 70 quand l'éloge des polyvalentes rendait obsolète toute école traditionnelle, l'école Pierrefonds Comprehensive fut de la race des «aires ouvertes». Aujourd'hui, des murs de béton séparent les classes, marquant ainsi la fin de toute une ère. Mais malgré les efforts qu'on y met pour embellir son apparence, un sentiment de froid vous traverse comme un vent glacial. À l'heure du midi, la cafétéria se remplit de vagues successives d'adolescents. Un bruit infernal. Des professeurs, circulant entre les tables, surveillent les écarts de conduite. Quelques cris mais pas de bousculades. Ici, la discipline imposée étonne. Interdits les baladeurs, vestes de cuir, cigaretttes et casquettes de toutes sortes. Les jeunes doivent obligatoirement

posséder en tout temps une carte d'identité sur eux. Fini le temps de la polyvalente!

Pendant dix ans, le Pierrefonds Comprehensive High School a accueilli les élèves francophones et anglophones de la commission scolaire Baldwin-Cartier. Ils étaient près de 3,000 à se partager le même lieu. De ce partage obligé, il ne reste qu'une séparation physique des lieux qui sert admirablement bien l'école d'aujourd'hui. D'un côté, les juniors, les jeunes du secondaire I et II, de l'autre les seniors, les élèves du secondaire III, IV et V. Pas plus de 1 200 jeunes fréquentent désormais cette école. On compte même une centaine de francophones parmi la clientèle.

Grande première cet après-midi à Pierrefonds Comprehensive. À 15 heures, le conseil étudiant rencontre celui de l'école secondaire Saint-Thomas, la rivale. Les 22 membres du conseil, des jeunes du secondaire I à V, se préparent. Après avoir réglé les affaires courantes, on abordera des questions communes. Peut-être aussi sera-t-il question d'activités organisées conjointement par les deux écoles. Dehors, juste derrière les portes vitrées de l'entrée, quatre jeunes se rassemblent autour de la même cigarette. On s'attarde peu. L'école reprend un calme perdu. Seul l'auditorium résonne encore de quelques trompettes et tambours.

CECM



Éducation des adultes

Session de janvier

C'est le temps de penser à s'inscrire à l'éducation des adultes: alphabétisation, formation générale et professionnelle, français langue seconde, activités de développement personnel et social, éducation populaire.

Pour connaître nos dates et nos heures d'inscription, consultez notre brochure ou composez: 596-5000.

La CECM félicite Miriam Villalba de Martinez, Patrick Lemonier et Madeleine Picard pour l'excellence de leurs résultats.

ÉDUCATION

École Émile-Legault

Une boîte bleue sans fenêtres, ouverte sur le monde

JOSÉE GAUTHIER

Les élèves se prénomment Sayed, Thuy Ni ou Edwin. Rarement Mélanie ou Sébastien. Seule école secondaire francophone de Ville Saint-Laurent, Émile-Legault a une clientèle étudiante composée à 90% d'allophones. Chez le corps professoral, les statistiques s'inversent. Membre du Syndicat des enseignants de l'Ouest de Montréal, le groupe est constitué à 90% de Québécois de souche.

Située derrière la compagnie d'aviation Canadair, l'école ressemble à première vue à un entrepôt. «La boîte bleue sans fenêtres», comme la surnomment rapidement les nouveaux venus, renferme les onze classes d'accueil de niveau secondaire de la commission scolaire Sainte-Croix, le secteur régulier ainsi que l'adaptation scolaire du 2e cycle (Sec. III, IV et V). Des enfants de 78 nationalités s'y retrouvent. Les plus nombreux sont les arabes et les asiatiques.

L'école Émile-Legault n'a pas toujours eu des allures de petite ONU. C'est l'arrivée de plus en plus massive d'immigrants dans le quartier qui en a changé la configuration. De québécoise à 65% en 1983, elle est devenue multiethnique dans la même proportion en 1986 et a continué depuis d'évoluer en ce sens. Au fil des ans, le personnel s'est sensibilisé à l'éducation interculturelle.

«Pour être heureux ici, il faut être ouvert d'esprit et curieux des autres ethnies», observe Morris Markarian. De mère russe et de père arménien, il vivait à Chypre avant son arrivée au Québec, il y a quatre ans. Il qualifie son expérience actuelle de très enrichissante. «Dans le fond, ce sont les adultes, comme nos parents, qui ont des préjugés, explique Emilia Wasiaik, Polonaise d'origine. Nous, on se

rend bien compte qu'on n'est pas tellement différents les uns des autres.»

Québécoise «pure laine», la finissante Natalie Gatién fait partie d'une minorité ethnique à Émile-Legault. Pour elle et ses parents, pas question d'opter pour l'école privée. «Je ne vois pas pourquoi on devrait payer pour aller à l'école, s'exclame-t-elle. De toutes façons, l'éducation est très bonne à Émile-Legault. De plus, au contact des autres cultures, on apprend à vivre en vraie société», ajoute celle dont le copain est Égyptien et la meilleure amie, Hollandaise.

Le directeur, Georges Habib, déplore la rareté d'élèves québécois francophones inscrits à Émile-Legault et souhaiterait un meilleur équilibre de la clientèle. «Le milieu naturel humain devrait favoriser l'intégration», explique cet homme originaire d'Égypte et résident du Québec depuis plus d'un quart de siècle. Le directeur se réjouit par contre de la bonne réputation acquise, au fil des ans, en sciences et en mathématiques. «En physique, par exemple, 91,4% de nos élèves de secondaire V ont réussi l'examen du ministère en juin 1993, alors que la moyenne dans les écoles privées de la province a été de 89,5%».

En français, l'école a toutefois affiché de moins bonnes notes, soit 70,1% comparé à la moyenne de 78,7% enregistrée dans le secteur public, au plan provincial. Professeure de français, Diane De Lafontaine, a déjà enseigné à l'accueil. Elle constate que «la plus grande contrainte est de devoir respecter intégralement les programmes du ministère. On demande aux jeunes de performer autant que les élèves québécois de langue française, mais ils n'ont pas les prérequis nécessaires. Quand on reçoit les élèves en classes régulières, il faut donc travailler à tous les niveaux: vocabulai-



Yvon Boutin (avant-plan), Diane De Lafontaine, Lorraine Therrien et Joseph Arshoun, professeurs à l'école Émile-Legault de Ville Saint-Laurent.

re, structure des phrases, lecture, etc.» Pour pallier les lacunes, des cours supplémentaires, axés sur l'écriture, sont offerts. «Sans être une panacée, les résultats sont positifs», admet l'enseignante.

«Parler sa langue maternelle est une soupape»

«La faiblesse linguistique des élèves, note son collègue de mathématiques et de biologie, Joseph Arshoun, nous oblige à de constantes explications sémantiques, ce qui rend la matière très vivante.» Sans faire office de loi, la situation qui prévaut à Émile-Legault est que les jeunes parlent français à l'intérieur des cours et toute autre langue, dont l'anglais, à l'extérieur. «Parler sa langue maternelle est une soupape nécessaire pour les jeunes, soutient le directeur Habib, et le corridor constitue un lieu de vie privée que l'on se doit de respecter. Exercer un pouvoir coercitif n'aiderait en rien à faire aimer la langue française.»

Selon les adultes interrogés, aucun problème de drogue et peu de décrochage. «Mais parfois quelques accrochages entre groupes ethniques», confie un étudiant. Rien toutefois pour crier au racisme, estiment jeunes et moins jeunes. Sauf cette voix voilée qui chuchote qu'il existe «en cachette». Un code de vie, en vigueur depuis quatre ans, stipule clairement les sanctions prévues en cas de manquement aux valeurs prescrites. Parmi les sujets honnis dans le document, qui a fait l'objet d'une vaste consultation lors de sa conception, on retrouve le racisme, le sexisme, le harcèlement sexuel et la violence.

Si le respect de l'autorité et l'obéissance sont des valeurs primées, à l'école de feu le bon Père Legault, elles ont toujours cours. Au moment

de remercier les étudiants de leur collaboration à l'article, l'un d'entre eux rétorque: «Mais, c'est notre devoir!» Au-delà du jeu de mots, la réalité venait de prendre forme. «Cette mentalité imprégnée de discipline comporte cependant son revers, explique Yvon Boutin, professeur d'arts plastiques. Ainsi, le manque d'initiative porte certains élèves à vouloir copier un modèle plutôt qu'à créer de toutes pièces.»

«Chez les jeunes, le manque de culture québécoise et de curiosité à son égard me chagrine et m'interroge, poursuit Diane De Lafontaine. Si l'ouverture ne se fait pas à l'école, un fossé ne risque-t-il pas de se créer?» demande-t-elle. A Émile-Legault, la remise en question fait d'ailleurs partie du quotidien. «C'est l'une de nos forces», déclare Lorraine Therrien, professeure en classe d'accueil. C'est fatigant, mais stimulant!

Fraîchement arrivée de Suisse, la jeune Roumaine, Alina Perciog, n'en revient pas. «Contrairement à l'Europe, les profs te prennent au sérieux et te considèrent comme un jeune adulte. Je n'entends pas non plus d'insultes dirigées contre des profs par des élèves.» Il en va de même au salon du personnel, reprend le professeur Boutin. Personne ne débâture sur les étudiants. Le respect est vraiment mutuel.

Début décembre, Fadi Bacha, a été du groupe consulté par le ministre de l'Éducation en préparation de son document *Faire avancer l'école*. Pragmatique, le représentant du conseil étudiant est d'avis que «pour réussir et se sentir à l'aise à l'école, il faut s'impliquer dans les activités académiques et sociales. Comme ça, tu te sens chez toi!», lance-t-il avant d'aller frapper à la porte du directeur. «C'est pour parler de pédagogie», annonce-t-il.

Programmes de maîtrise et de doctorat à l'Université de Moncton

Doctorat
Études françaises

Maîtrises

■ Administration des affaires	■ Français
■ Administration publique	■ Génie civil
■ Biologie	■ Génie industriel
■ Chimie	■ Histoire
■ Droit / Administration des affaires (programme combiné LLB-MBA)	■ Nutrition
■ Droit / Administration publique (programme combiné LLB-MAP)	■ Philosophie
■ Économie	■ Physique
■ Éducation	■ Philosophie
■ Études familiales	■ Physique
	■ Psychologie
	■ Service social

Bourses d'études et postes d'assistants d'enseignement et de recherche disponibles

Renseignements:
Université de Moncton
Bureau de liaison
Moncton, Nouveau-Brunswick
E1A 3E9

Téléphone: (506) 858-4443
Sans frais: 1-800-561-3996
(indicatifs 506, 418, 709, 902, 819, 514, 613 et 705)

UNIVERSITÉ DE MONCTON

Le collège PLUS

SSA

L'EXCELLENCE A SON COLLÈGE

Le charme du Séminaire Saint-Augustin c'est d'être situé en banlieue de Québec et d'être fréquenté par des jeunes de partout au Québec.

Nos programmes	Les avantages
Collégial général	Résidences
5e secondaire (préparation au collégial)	Sports intercollégiaux
	Sports intra-muraux
	Bourses d'excellence

Promotion «Le SSA, essaie ça!»

Séjour de 24 ou 48 heures gratuit avec assistance aux cours

Pour plus d'informations: (418) 872.0954

Séminaire Saint-Augustin

4950, rue Lionel-Groulx, Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1V2
Téléphone: (418) 872-0954 Télécopieur: (418) 872-8249

COLLÈGE FRANÇAIS

MATERNELLE — PRIMAIRE
SECONDAIRE — COLLÉGIAL

INSCRIPTIONS EN SECONDAIRE 1

2 possibilités:
- Entrevue individuelle: se présenter avec les derniers bulletins scolaires.

Inscription sur étude du dossier.
Ou
- Inscription à l'Examen d'entrée du 22 janvier 1994

185, Fairmount O. Montréal
1340, rue Nobert - Longueuil

Autres inscriptions

- PRIMAIRE, MATERNELLE (et pré-maternelle)**
 - Annexe Centre: 5155, ave. de Gaspé Montréal
 - Annexe Nord: 12349, de Serres Cartierville
 - Annexe Sud: 1391, Beaugard Longueuil
- SECONDAIRE I, II, III, IV, V**
 - Montréal Centre: 185, ave. Fairmount O.
 - Longueuil: 1340, rue Nobert
- COLLÉGIAL I, II: D.E.C. en 2 ans (hiver et automne 94)**
- Sciences:**
 - Sciences de la santé
 - Sciences pures et appliquées
 - Avec ou sans mathématiques
 - Sciences de l'administration
- Sciences humaines:**

Transport assuré par le Collège

Pensionnat
Primaire (Longueuil) 250 pl.
Secondaire (Montréal) 100 pl.

Pour tous renseignements
495-2581
185, Fairmount O. Montréal

N.B. Les inscriptions aux différents niveaux peuvent se faire tous les jours de 9 h à 17 h (à partir du 3 janvier), au secrétariat du Collège français, 185, Fairmount Ouest, ou un responsable du Collège se tiendra à votre disposition pour enregistrer éventuellement l'étudiant (après étude du dossier).

À MONTRÉAL

L'école secondaire publique ne peut être réformée sans tenir compte des besoins occasionnés par la pauvreté et la multiethnicité

Le temps n'est plus aux coupures, MAIS AUX INVESTISSEMENTS !

Alliance des professeures et professeurs de Montréal (CEQ)

PENSIONNAT du SAINT-NOM-DE-MARIE

EXAMEN D'ADMISSION SUR RENDEZ-VOUS

Cours secondaire
filles externes et pensionnaires
1re à 5e secondaire

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine
Outremont, (Québec)
(514) 735-5261
poste 135

Dirigé par les Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie

Métro Édouard-Montpetit

Au service des jeunes depuis 1905

LE DEVOIR

PLACE À LA RENTRÉE CULTURELLE 1994!

théâtre • spectacle • musique • télévision
cinéma • radio • arts visuels • disques • vidéo

cahier spécial
22 JANVIER 1994

tombée publicitaire
14 janvier 1994

service de la publicité
(514) 985-3399

ÉDUCATION

L'alternative privée

L'école secondaire privée demeure le choix de beaucoup de parents à cause de la rigueur de l'enseignement et du taux de réussite

CLAIRE HARVEY

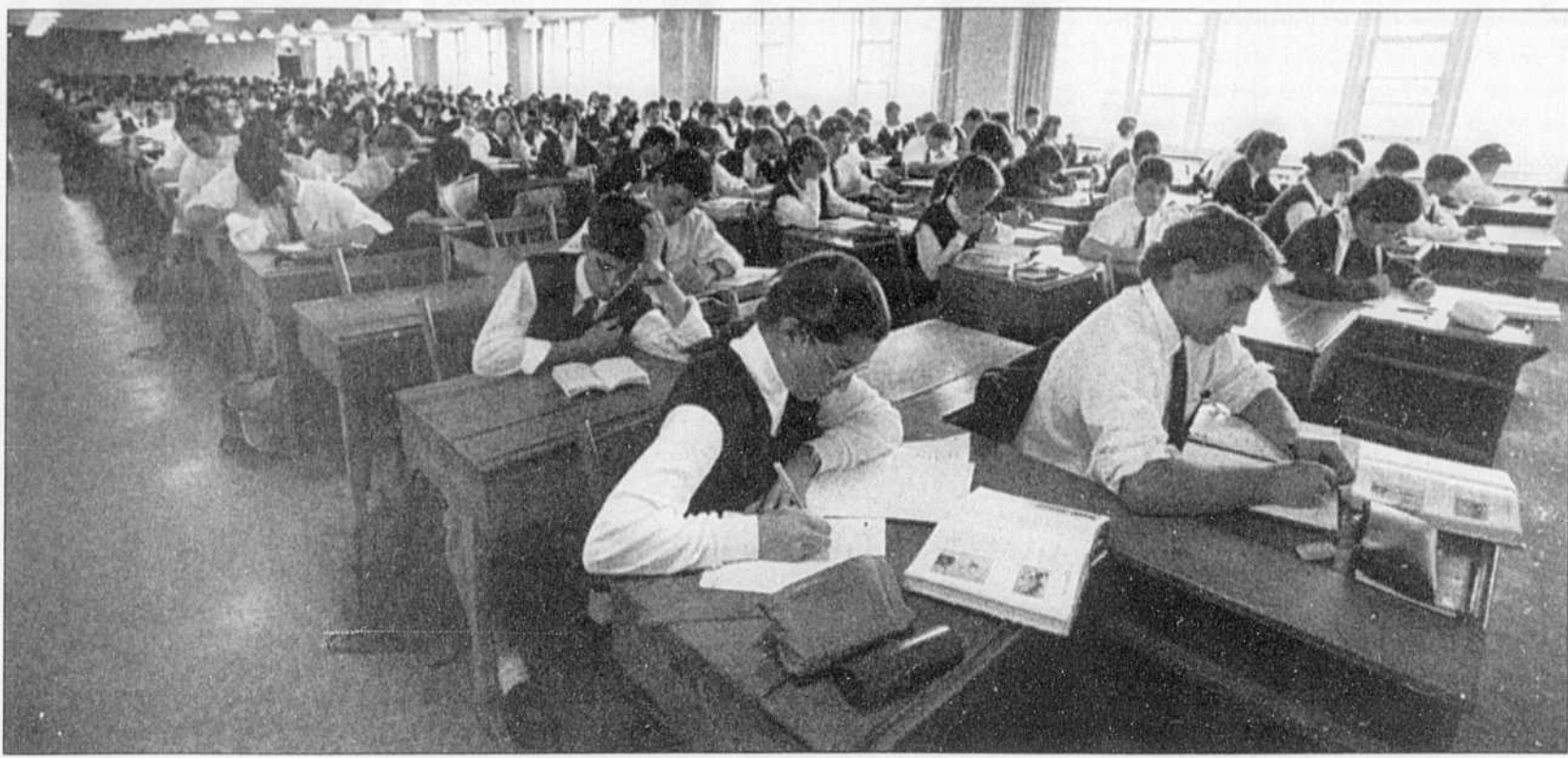
Pour avoir de meilleures chances de réussir, quelques 70 000 étudiants désertent les établissements publics et s'assoient sur les bancs des 122 écoles privées du niveau secondaire. L'une d'elles, l'école secondaire privée Letendre, prépare 650 élèves de différents calibres académiques (fort, moyen et faible) aux études collégiales.

Avec succès. Dans plusieurs matières, sauf en français et en mathématiques, ces étudiants de Montréal-Nord et de Laval obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne des autres collèges privés. Selon le directeur Rénald Larrivé, «cette performance est positive. L'école n'écrème pas le secteur public. Il est donc normal que les notes de nos étudiants soient parfois plus faibles que celles d'institutions très sélectives. Ce qui est important, c'est que tous nos élèves se soient qualifiés pour le cégep, l'an dernier.»

Classe d'appoint

L'établissement scolaire a du mérite. Certains enfants partent de loin. Ils arrivent avec les lacunes du primaire et ont des résultats catastrophiques. Pour donner une chance à tous, l'école secondaire Letendre a une classe d'appoint pour les élèves qui ne pourraient réussir la première année du secondaire. Ceux qui échouent dans le groupe, ne seront pas laissés en plan. On les réfère à l'école Vanguard conçue pour ce type de clientèle.

Le problème majeur? L'absence de motivation des étudiants. Serge Labrecque, professeur de français de secondaire III affirme: «Ce phéno-



Certains parents sont prêts à faire de grands sacrifices pour envoyer leur enfant à l'école privée.

mène est directement proportionnel à l'ampleur des dégâts causés au primaire. Plus un enfant doit travailler pour rattraper le temps perdu, moins il sera intéressé.» Chez les étudiants qui éprouvent de sérieuses difficultés d'apprentissage, c'est encore pire. «En bons derniers de classe, ils ne veulent rien apprendre, explique Séverille Coutu, professeure en classe d'appoint. Incapables de se valoriser par leur performance scolaire, ils se rendent intéressants en faisant le clown par exemple.»

Plusieurs moyens sont utilisés pour soutenir leur attention. En classe d'appoint, on souligne les petits succès par une sortie au fast-food du coin. C'est la fête, puisqu'en principe ils n'ont pas le droit de quitter la zone de l'établissement. Pour les autres niveaux, mérites, mentions d'honneur, travaux accrochés dans les couloirs sont perçus comme des récompenses. Chez les profs, le meilleur truc consiste encore à s'impliquer dans les activités parascolaires. «On devient leur ami, dit Michel Dupuy, professeur en ensei-

gnement religieux. Par la suite, ils essaient de nous faire plaisir et travaillent davantage.»

Puisque les élèves sont répartis de façon hétérogène, les plus faibles devraient normalement profiter de la science des autres. Ce n'est pas le cas. «Ils essaient plutôt de leur soutenir des réponses sans tenter de comprendre, signale David McGoogan, professeur d'anglais en secondaire III. Pour les travaux d'équipe, ceux qui apprennent vite ont tendance à se regrouper entre eux.»

Bien qu'il n'y ait pas de discrimination au niveau de la performance scolaire, ces écoles pratiquent une sélection. Fréquenter un collège privé n'est pas à la portée de tous les budgets. Par exemple, il en coûte 1550\$ par an pour étudier à l'école secondaire Letendre. Quoi qu'il en soit, la clientèle mixte ne parvient pas uniquement de milieux favorisés. Selon une étude réalisée par le Groupe DBSF, en 1991, les parents ont en moyenne un revenu familial se situant entre 30 000\$ et 60 000\$. «Certains sont prêts à faire

de grands sacrifices pour assurer une éducation de qualité à leurs enfants», dit Rénald Larrivé.

Plusieurs élèves proviennent de foyers monoparentaux ou de familles éclatées. D'autres, se heurtant aux portes quasi closes des collèges sélectifs, frappent à celle de l'école secondaire Letendre. Hugo Boisvert, étudiant en secondaire IV, raconte: «Je n'avais pas les notes nécessaires pour étudier là-bas. Mes parents ne voulaient pas d'une école publique. Ici, ça va mieux. Je me force, je ne veux surtout pas me faire renvoyer.»

Une petite école

Fondée en 1976, l'école secondaire Letendre ne paie pas de mine. Elle est située rue Papineau, au nord de Montréal, dans un édifice bordé par une voie ferrée, qu'elle partage avec d'autres locaux commerciaux et manufacturiers. D'ailleurs, l'entrée réelle de l'école se trouve à l'arrière du bâtiment. Trains, camions et autobus forment la toile de fond sonore. Atmosphère résolument urbaine dans laquelle évoluent la direction, les professeurs et les étudiants.

«Mais l'école est toute petite. Tout le monde se connaît et se parle, lance Isabelle Lefort, étudiante en secondaire IV. Quelqu'un qui éprouve des difficultés d'apprentissage sera rapidement pris en charge par les professeurs qui demeurent disponibles pour des explications supplémentaires.» Et, signe encourageant, d'anciens élèves comme Josée Breton reviennent y faire leur tour. «Je ferai mon stage ici, raconte cette étudiante en formation scolaire et professionnelle à l'UQAM. Mon plus grand souhait? Travailler à l'école Letendre après mes études.»

École de théâtre Yanick YAUER

Session HIVER 94

- Adultes
- Adolescents
- Enfants

du débutant... au professionnel

Début, semaine du 10 Janvier

Tél: 843-8439

POUR RÉUSSIR LE TEST DE FRANÇAIS ÉCRIT

JACQUES GARNEAU

DES COLLÈGES ET DES UNIVERSITÉS

MONIQUE DESNOYERS

ÉDITIONS DU TRÉCARRÉ

995\$

Disponible chez votre fournisseur habituel

PROCHAINS TESTS DE FRANÇAIS :

25 janvier 1994
3 février 1994

Vous réussissez votre examen, sinon on vous rembourse!

Jacques Garneau est superviseur et correcteur du test de français des collèges et des universités.

Monique Desnoyers dirige à l'Université du Québec le Service d'évaluation linguistique de la Télé-université.

Éditions du Trécaré
817, rue McCaffrey,
Saint-Laurent (Québec) H4T 1N3

Tél.: (514) 738-2911
Télé.: (514) 738-8512

SUIVRE DES COURS AU MUSÉE

DÈS LE 26 JANVIER

INSCRIPTION : (514) 847-6253

PLACES LIMITÉES : COÛT 50 \$.

Une occasion unique de se familiariser avec l'art contemporain. Un contact direct avec les œuvres!

Le Musée d'art contemporain : un lieu exceptionnel d'activités! Visites commentées, ateliers de création, rencontres avec artistes, conférences, films sur l'art.

MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL
185, RUE SAINTÉ-CATHERINE OUEST

ÉCOLE ALTERNATIVE JONATHAN

École primaire publique de la Commission scolaire Sainte-Croix

Une école où les enfants sont heureux d'apprendre et de vivre

Soirée d'information: 25 janvier, 19:45 heures

Adresse: 855 rue Gratton
Ville St-Laurent
Téléphone: 748-2460
337-3923

Une saine alimentation fait aussi partie de la prévention

Fondation québécoise du cancer

Montréal (514) 527-2194
Québec (418) 681-9989
Estrie (819) 822-2125
1-800-363-0063

POUR LE BIEN-ÊTRE DE NOS ENFANTS

L'Office des services de garde à l'enfance est l'organisme gouvernemental chargé d'appliquer la Loi sur les services de garde à l'enfance et les règlements qui en découlent. La loi, adoptée en décembre 1979, reconnaît aux enfants du Québec le droit de recevoir des services de garde de qualité, et ce, jusqu'à la fin du primaire.

Aujourd'hui plus que jamais, dans des milliers de foyers québécois, les jeunes enfants sont amenés à vivre des périodes plus ou moins longues de leurs journées hors du cercle familial. Dans ce contexte social, les services de garde jouent un rôle primordial.

Plus de 120 000 enfants ont bénéficié d'un service de garde en garderie, en milieu familial ou en milieu scolaire en 1993. Selon leurs besoins, les parents peuvent opter pour une des cinq catégories de services de garde suivantes :

EN GARDERIE
Une garderie, c'est un milieu de vie adapté aux besoins des enfants qui y passent en moyenne huit à dix heures par jour. C'est un service de garde fourni dans une installation où on reçoit au moins sept enfants de façon régulière et pour des périodes qui n'excèdent pas 24 heures consécutives.

Certains garderies accueillent les enfants quelques mois après la naissance, alors que d'autres ne les acceptent qu'à partir de 18 mois. Notons que, pour offrir ce service, il faut être titulaire d'un permis de l'Office.

EN MILIEU FAMILIAL
C'est un service de garde fourni par une personne physique, contre rémunération, pour des périodes qui peuvent excéder 24 heures consécutives, dans une résidence privée où elle reçoit :

1. en incluant ses enfants, au plus six enfants parmi lesquels au plus deux enfants peuvent être âgés de moins de 18 mois; ou

2. si elle est reconnue par une agence et assistée d'une autre personne adulte et en incluant leurs enfants, au plus neuf enfants parmi lesquels au plus quatre enfants peuvent être âgés de moins de 18 mois.

Ce mode de garde permet aux enfants d'évoluer dans un cadre familial. Les horaires de garde varient selon les besoins des parents et la disponibilité des personnes qui offrent ce service.

Afin d'assurer la qualité des services offerts aux parents désirant faire garder leurs enfants en milieu familial, la loi a prévu la création d'agences de services de garde en milieu familial. Ces agences doivent détenir un permis de l'Office des services de garde à l'enfance.

L'agence de services de garde en milieu familial recrute et sélectionne des personnes intéressées et aptes à garder chez elles, de façon régulière, les enfants des autres. Les personnes ainsi choisies sont alors reconnues comme responsables d'un service de garde en milieu familial.

EN MILIEU SCOLAIRE
C'est un service de garde fourni par une commission scolaire aux enfants à qui sont dispensés, dans ses écoles, l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire. Ce service reçoit les enfants avant et après les heures de classe, à l'heure du dîner, lors des congés pédagogiques ou durant la période estivale.

EN HALTE-GARDERIE
Ce service de garde répond à des besoins de garde occasionnelle. On y reçoit les enfants, quelques heures ou une journée complète de temps à autre. C'est un service de garde fourni dans une installation où on reçoit au moins sept enfants de façon occasionnelle, et pour des périodes qui n'excèdent pas 24 heures consécutives.

Plusieurs services de halte-garderie sont offerts par les municipalités, CLSC, centres commerciaux, etc. Bien que ce service de garde soit prévu par la loi, les articles s'y rapportant ne sont pas encore en vigueur. Pour cette raison, l'Office ne peut, pour l'instant, délivrer de permis pour offrir ce service.

EN JARDIN D'ENFANTS
Ce service peut répondre à des besoins de garde régulière de courte durée, tout en favorisant la socialisation des enfants. C'est un service de garde fourni dans une installation où on reçoit au moins sept enfants âgés de 2 à 5 ans de façon régulière, pour des périodes qui n'excèdent pas 4 heures par jour, en groupe stable auquel on offre des activités se déroulant sur une période fixe.

Tout comme la halte-garderie, le jardin d'enfants est prévu par la loi, mais les articles s'y rapportant ne sont pas encore en vigueur. L'Office ne délivre donc pas de permis pour le moment.

Où faire garder nos enfants?
L'Office publie et distribue chaque année un répertoire intitulé Où faire garder nos enfants?, qui contient la liste complète des services de garde en garderie, des agences de services de garde en milieu familial et des services de garde en milieu scolaire de toutes les régions du Québec.

Vous pouvez obtenir gratuitement l'édition 1993-1994 du répertoire et des renseignements complémentaires sur les services de garde, en vous adressant à un préposé aux renseignements de :

L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE
100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2X 1C3
au (514) 873-2323 ou 1 800 363-0310

Gouvernement du Québec
Office des services de garde à l'enfance

ÉDUCATION

Les arts quand on est doué

L'école secondaire Jacques-Rousseau a développé un projet éducatif qui va dans le sens de l'élève

Lundi matin, 9h à l'école secondaire Jacques-Rousseau de Longueuil. Quelques centaines de jeunes emmitouflés se tiennent à l'extérieur des portes d'entrée, à humer une dernière touche de cigarette avant d'entamer le second cours de la journée. La cloche sonne, les élèves pénètrent dans le labyrinthe gigantesque qu'est leur école et se dirigent vers leur case. C'est la cohue la plus totale. Cinq minutes plus tard, on pourrait entendre une mouche voler: les 2 800 étudiants de Jacques-Rousseau ont sagement réintégré leurs classes, les portes sont fermées et les cours ont commencé. Le rêve de tout directeur.

MARIE-ANDRÉE AMIOT

Serge Lefebvre explique ainsi le succès de son école. «Sans l'avoir écrit nulle part, nous avons développé un projet éducatif qui va dans le sens de l'élève. Par des projets d'émulation, des mesures disciplinaires qui respectent le développement de chacun et qui imposent le respect des autres, nous croyons être dans la bonne voie.» Le visiteur, quand il finit par se retrouver dans le dédale de corridors et de mezzanines, est d'abord frappé par l'aspect général des lieux. Pas de papiers qui jonchent au sol, pas de graffitis aux murs, pas de vitres brisées. Plutôt, des casiers alignés arborant les mêmes cadenas *heavy duty*, des décorations de Noël suspendues un peu partout et surtout, des bancs robustes qui reçoivent les confidences des ados. Une immense polyvalente qui s'efforce de se donner des allures de petit collège. Et qui y parvient presque. «C'est beaucoup mieux que c'était il y a quelques années, on nous a finalement donné des murs!» Des murs?

Roger Aubut enseigne à Jacques-Rousseau depuis cinq ans. Quand il est arrivé de la polyvalente Pierre-Dupuis où il enseignait depuis une quinzaine d'années, l'école était à

aires ouvertes, c'est-à-dire sans murs. Les classes, quand elles étaient séparées, ne l'étaient que par de fragiles et minces cloisons laissant passer les bruits d'une salle à l'autre. «C'était l'enfer, raconte M. Aubut, les enseignants avaient toujours l'impression de déranger tout le monde, alors imaginez un peu les élèves!» Depuis trois ans, on a construit des murs, des vrais cette fois, en grosses pierres presque à l'épreuve de tous les sons. Il n'y a que la musique de Metallica à l'heure du midi qui traverse les cloisons.

Le programme en arts plastiques destiné aux élèves qui réussissent bien, attire de plus en plus l'attention.

Les aires ouvertes sont parmi les derniers vestiges de l'époque où tout ce qui était traditionnel devenait automatiquement sujet à contestation de la part des bien-pensants du monde de l'éducation des années 70. Si on a abandonné en 1990 les struc-

tures mises en place par les avant-gardistes de l'autre génération, on a toujours, à l'école Jacques-Rousseau, le goût d'innover. La tendance oscille doucement vers une école plus traditionnelle, plus sécurisante pour enseignants et parents. On essaie constamment d'imaginer comment on peut marier les bons coups d'an-

tan sans tout chambarder dans le nouveau. La direction de l'école a timidement, sans trop l'ébruiter, mis sur pied un projet spécial l'an dernier qui attire de plus en plus l'attention. C'est le programme concentration en arts plastiques destiné aux élèves qui réussissent bien académiquement et qui désirent un enseignement avancé dans ce domaine.

Offert d'abord aux élèves du territoire de la commission scolaire de Jacques-Cartier ainsi qu'à ceux des commissions scolaires de l'Eau-Vive, de Taillon et de Mont-Fort, toutes situées sur la rive sud, le programme connaît un succès intéressant. Cette année, une trentaine d'élèves sont inscrits dans chacune des classes de 1ère, 2e et 4e secondaire. L'école a déjà reçu aux examens de sélection de novembre dernier 31 élèves et

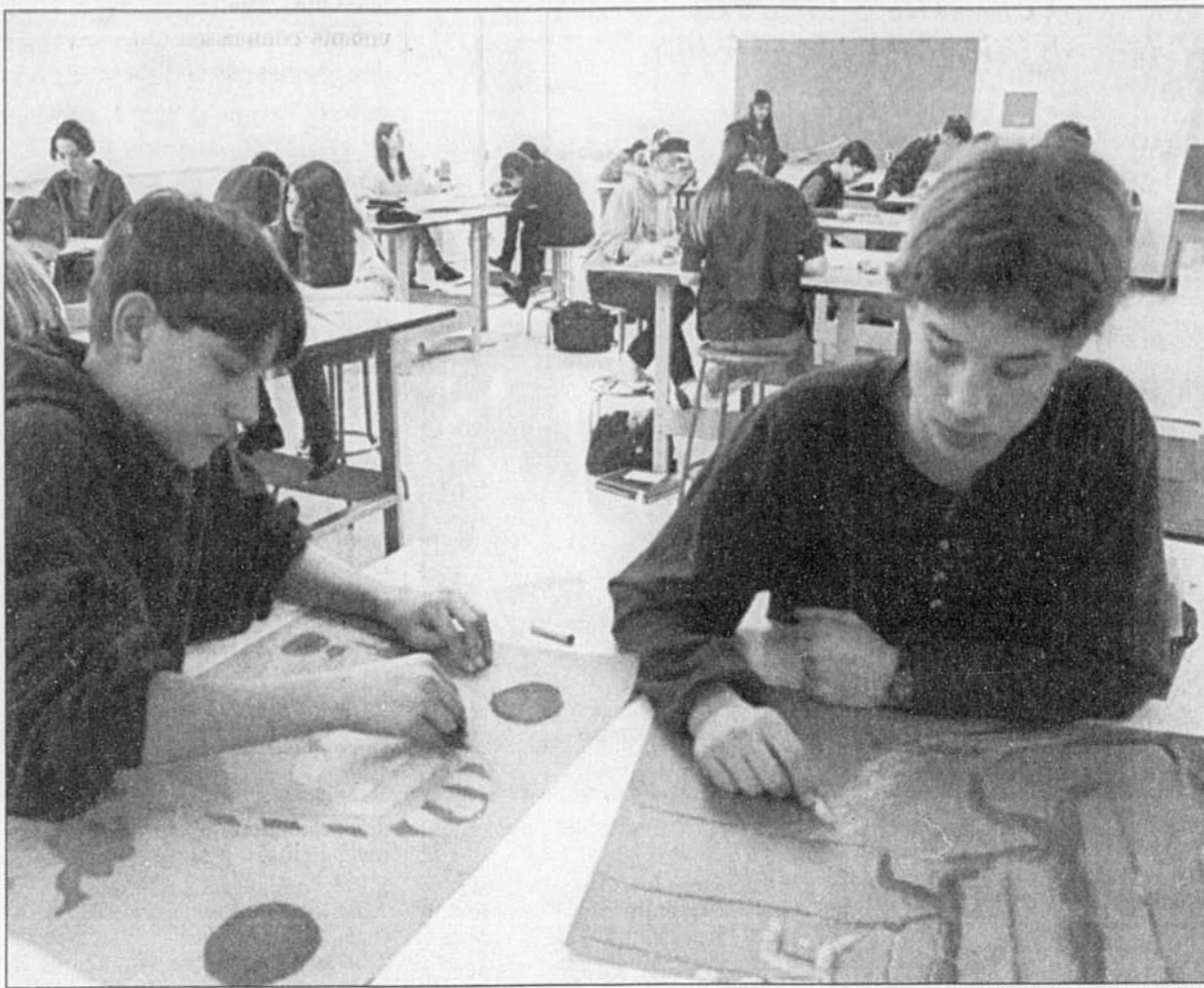


PHOTO JACQUES GRENIER

N'entre pas qui veut en concentration en arts plastiques à l'école secondaire Jacques-Rousseau. «Les élèves doivent réussir des tests de quotient intellectuel, de français, d'évaluation pratique en arts plastiques et finalement, un test afin d'évaluer leur intérêt pour cette matière.»

Offert d'abord aux élèves du territoire de la commission scolaire de Jacques-Cartier ainsi qu'à ceux des commissions scolaires de l'Eau-Vive, de Taillon et de Mont-Fort, toutes situées sur la rive sud, le programme connaît un succès intéressant. Cette année, une trentaine d'élèves sont inscrits dans chacune des classes de 1ère, 2e et 4e secondaire. L'école a déjà reçu aux examens de sélection de novembre dernier 31 élèves et

s'attend à recevoir un nombre équivalent en février prochain à la prochaine session d'évaluation. N'entre pas qui veut en concentration en arts plastiques. Lorraine Archambault, directrice de 1ère secondaire est en quelque sorte la responsable de ce projet. «Les élèves doivent être forts en classe, ils doivent avoir obtenu une excellente cote en mathématiques et en français en 5e

année pour se présenter aux tests d'admission où il rédige un test de quotient intellectuel, un test de français, un autre d'évaluation pratique en arts plastiques et finalement, un test afin d'évaluer leur intérêt pour cette matière.»

«Potentiel académique fort»

Aux yeux des parents, l'objectif est clair: puisqu'on exige autant de ces élèves, ils sont à peu près assurés que leur fils ou leur fille étudiera avec d'autres qui sont intellectuellement aptes à recevoir plus que la moyenne. Ils ont l'impression que leurs enfants sont privilégiés et bénéficient d'un traitement particulier. «Sans parler de douance ou d'élite, mots encore bannis par les tenants de l'égalité pour tous, explique Mme Archambault, on peut pencher vers le «potentiel académique fort».

Or, à ce qu'on nous a dit, à part en arts plastiques où les élèves reçoivent quatre à cinq heures d'enseignement spécialisé par semaine, les autres cours sont identifiés à ceux de leurs copains qui sont inscrits au régulier. Pour Mme Archambault, des cours enrichis pour les élèves en concentration seraient intéressants, voire souhaitables: «Le programme en est à ses débuts. Nous devons nous ajuster selon la clientèle et selon la disponibilité des enseignants. Le but premier a été de procurer à des élèves motivés une raison de l'être encore plus. Et c'est ce que nous nous efforçons de faire.»

Les élèves de deuxième secondaire sont un peu critiques à l'égard du programme, ils le sont d'ailleurs vis-à-vis tout ce qui les entoure: parents, amis, cours, etc. Est-ce en partie à cause de ces fameux 13 ans, le merveilleux âge de la découverte de soi? Les élèves de 1ère secondaire, plus jeunes, pas tout à fait entrés dans l'adolescence, résumant ainsi la concentration en arts plastiques: Super!

L'ÉDUCATION PERMANENTE: UN ATOUT!

- Avancement au travail;
- Recyclage;
- Formation professionnelle;
- Culture.

LE SOIR 37 PROGRAMMES EN TOUT!
• Du certificat au grade universitaire.

RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION : 398-6200
• Toute l'année!



Garderie des employés d'Hydro-Québec

Centre-ville
1250 Jeanne Mance
874-0206

GARDERIE LE PETIT RÉSÉAU

enfants de trois mois à 6 ans



Association des Orthopédagogues du Québec

Conseil d'administration
(418) 688-4580
(tél. et télécopieur)

Section Québec
(418) 688-4580

Section Estrie
(819) 562-4005

Section Montréal
(514) 623-1882

Section Outaouais
(819) 778-2982

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST INC.



Collège privé mixte
fondé en 1957
agréé pour fins de subventions

Primaire | Secondaire
Externat | Pensionnat

Un enseignement de qualité

à la recherche de l'excellence, dans un environnement privilégié, au centre-ville, avec un terrain récréatif sur le flanc du Mont-Royal.

Admission sur rendez-vous pour tous les niveaux

Programme du Ministère de l'Éducation du Québec

- cours enrichis (français, mathématique et anglais)
- programme spécial pour élèves doués et talentueux
- cours spéciaux pour élèves allophones
- activités diverses (clubs, sports d'équipe, etc...)
- encadrement et sécurité des élèves

Des services nouveaux pour de nouveaux besoins

- accueil des élèves dès 07:30 le matin
- étude ou garderie le soir
- pensionnat à l'année ou occasionnel
- repas (matin, midi et/ou soir)
- possibilité de covoiturage

1517
Avenue des Pins, Ouest
Montréal (Québec)
H3G 1B3
tél.: 514 934 0596
fax: 514 934 2390

Portes ouvertes tous les jeudis de 10 h à 12 h

École de danse LOUISE LAPIERRE

Enfants/Adolescents/Adultes

Session hiver 94

Inscription dès maintenant

CLASSE D'ESSAI GRATUITE

- Camp de jour artistique (congé scolaire)

DEMANDEZ NOTRE DÉPLIANT
521-3456

Où venez visiter
1460, Mont-Royal Est



ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC

SE DONNER LES MOYENS DE FAIRE AVANCER L'ÉCOLE

Dans son projet de réforme, le Ministère de l'Éducation propose de décentraliser plusieurs responsabilités aux écoles, dont le choix des approches pédagogiques et l'élaboration des guides pédagogiques.

L'Association des cadres scolaires du Québec est heureuse de constater le choix de la décentralisation qui est exprimé tout au long du document de la Ministre «Faire avancer l'école» et qui se traduit par la définition de nouveaux rôles pour le Ministère et ses partenaires. L'État fixe les résultats à atteindre, précise le cadre général de réalisation, fournit les ressources suffisantes pour les atteindre et évalue la performance de ses partenaires. Les commissions scolaires et les écoles identifient et mettent en oeuvre les voies et moyens qu'elles jugent les plus pertinents et efficaces pour remplir leur mandat, et rendent compte à la population et au Ministère de leur performance.

Certains, à la lecture du document, seraient tentés d'y voir l'émergence d'un système décentralisé au point où il n'existerait plus que le Ministère et l'école. Ce serait une grave erreur. Les solutions efficaces et durables aux problèmes qui confrontent l'école passent sans aucun doute par la décentralisation. Il est vrai également que la responsabilisation accrue des enseignantes et des enseignants est une des pièces maîtresses. Tout le monde reconnaît que l'équipe-école est la mieux placée pour diagnostiquer la situation problématique vécue par l'élève et l'école. Mais, dans ce nouveau contexte, le milieu doit compter sur des ressources professionnelles de soutien adéquates. Il ne faut pas abandonner l'équipe-école; il faut la supporter. Le document de la Ministre est trop silencieux sur cet aspect. Il doit affirmer clairement la responsabilité de la commission scolaire et de ses services. C'est d'ailleurs la commission scolaire qui est en mesure d'assurer la mobilisation de l'équipe-école autour d'objectifs communs; c'est elle qui est en mesure de garantir la cohérence aux élèves qui, est-il nécessaire de le rappeler, ne sont pas captifs d'une classe ni d'une école donnée.

Tout au long du document, les enseignantes et enseignants, et plus largement l'équipe-école, sont interpellés. Dans chacun de ces cas, il nous semble important de souligner le rôle essentiel qu'est appelée à jouer l'équipe de la commission scolaire auprès de l'équipe-école. Un rôle de support et d'encadrement dans la recherche, l'identification, la mise en oeuvre et l'évaluation des moyens et des approches pour atteindre la réussite éducative visée.

LA VOIX ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

Une force montante dans le milieu de l'éducation



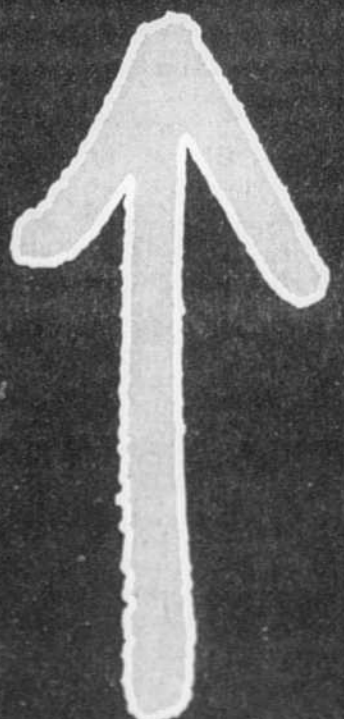
FEUQ

La Fédération étudiante universitaire du Québec compte plus de 100 000 membres.

La FEUQ fait front commun avec l'ensemble des associations nationales pour défendre l'accessibilité aux études universitaires.

La FEUQ exige toujours du gouvernement, une révision en profondeur du système de financement des universités québécoises.

La FEUQ est affiliée au



ÉDUCATION

Le secondaire est-il seul en piste?

Malgré l'urgence d'apporter des correctifs à l'école secondaire, certains s'élèvent contre le manque de cohésion de la réforme

HÉLÈNE BOYER

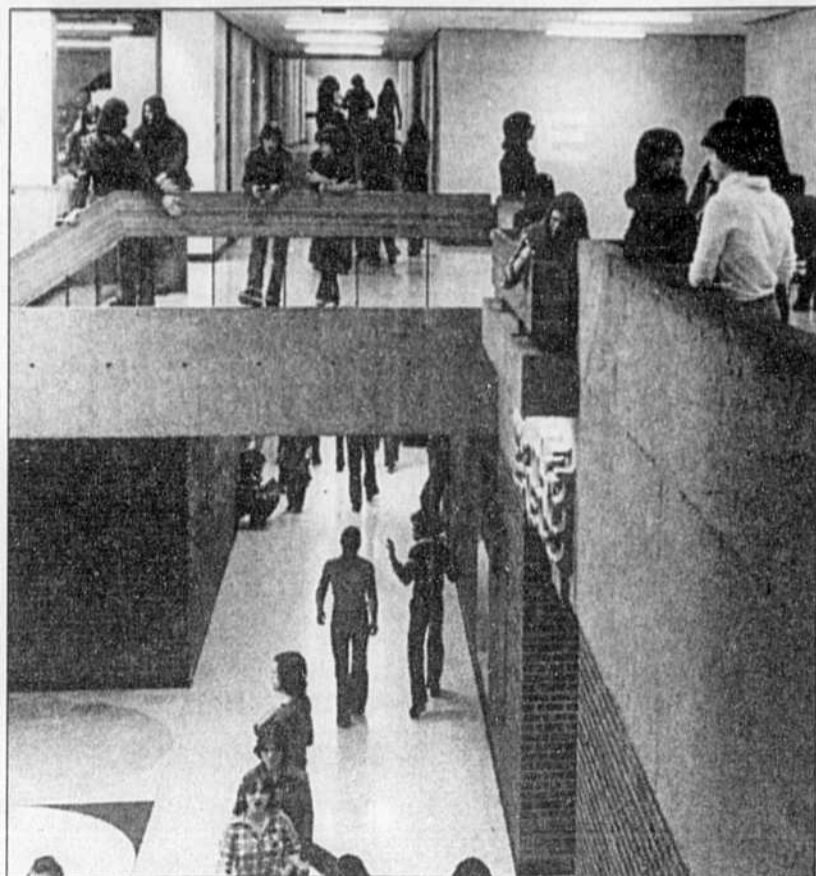
Mal ciblée cette réforme dite «nouveau» de l'école secondaire et primaire? Bien que plusieurs croient en l'urgence d'apporter des correctifs à l'école secondaire, des voix s'élèvent contre le manque de cohésion de la réforme. Selon Lyne Faust, présidente de la Fédération des comités de parents de l'île de Montréal, l'école secondaire semble seule en piste. On s'inquiète du peu de cas fait de l'arrimage avec l'école primaire.

Pour les parents, il y avait un besoin de réforme de la première année au secondaire V, mentionne Mme Faust. Par ordre croissant, il me semble que l'arrimage entre les niveaux aurait été plus facile. Le continuum tant souhaité entre les ordres d'enseignement semble loin de se réaliser. Cependant, si le milieu scolaire est prompt à souligner la difficulté du passage entre le primaire et le secondaire, il reconnaît que la transition avec le collégial est plus naturelle tout en regrettant que les collégés imposent si clairement leurs diktats aux niveaux inférieurs d'enseignement. «On a commencé par revoir le collégial, pour ensuite imposer des normes aux autres secteurs, explique Jean-Claude Tardif de la CEQ. L'école a peut-être besoin d'un bon ménage mais il aurait fallu la prendre dans son ensemble.» La réforme aurait donc oublié tout un pan de l'école. A la CEQ, on va même jusqu'à évoquer le sacrifice de tiers des élèves à la seule fin d'améliorer la qualité du diplôme secondaire.

Obstacle des mathématiques

En ciblant l'école secondaire, la ministre de l'Éducation, madame Lucienne Robillard voulait avant tout redorer le blason du DES qui n'en finissait plus d'essuyer les critiques. La hausse des exigences pour le DES, notamment la réussite obligatoire du cours de mathématiques du secondaire V, risque pourtant de provoquer plus d'abandons si l'on en croit plusieurs intervenants. Car les mathématiques sont un obstacle majeur pour beaucoup d'étudiants.

L'école doit-elle se préoccuper d'abord d'accessibilité, ou de qualité de la formation? Le dilemme a toujours causé des maux de tête aux ministres de l'Éducation. Pourtant, au Conseil supérieur de l'éducation comme ailleurs, on croit possible de travailler à l'un sans oublier l'autre. «Que le système s'adapte aux élèves et non pas que les élèves se conforment au système», dit M. Jacques Mongeau, président du Conseil scolaire de l'île de Montréal. Pour ce faire, on propose une diversification selon le type de clientèle. Un système



En ciblant l'école secondaire, la ministre de l'Éducation, madame Lucienne Robillard voulait avant tout redorer le blason du DES qui n'en finissait plus d'essuyer les critiques.

qui ne s'adresse plus à l'élève moyen et qui reflète le milieu dans lequel évolue l'école d'aujourd'hui.

Quelques propositions préchent ainsi en faveur d'un passage plus facile entre le secondaire professionnel et le cours général menant au cégep. Déjà dans le document *Faire avancer l'école*, le MEQ propose de comptabiliser les heures effectuées en formation professionnelle pour l'obtention du diplôme d'études secondaires, le DES général. Ce qui semble nettement insuffisant. «C'est toujours la même chose, pense M. Mongeau. On regarde les programmes d'enseignement en pensant que tous se dirigeront vers le collégial ou l'université. On oublie que pour au moins 20% des jeunes, cela est impossible.»

Le préscolaire

Le président du Conseil scolaire croit que les propositions ministérielles oublient les jeunes qui éprouvent des difficultés, les décrocheurs potentiels. Et leur indiquer le chemin du professionnel risque de transformer cette filière en voie d'évitement. Retour à la case départ. Pour contourner le problème, d'aucuns pensent à un DES dont les exigences seraient moindres que pour le diplôme exigé par les cégeps.

En plus de se préoccuper trop peu de l'arrimage entre les niveaux d'en-

seignement, la réforme semble occulter tout le préscolaire. Pour plusieurs intervenants, il s'agit là d'un «oubli» majeur. Surtout quand on veut régler le problème quasi endémique du décrochage scolaire au secondaire. «Ce phénomène n'est pas de la génération spontanée», dit M. Robert Bisailon, président du Conseil supérieur de l'éducation. Les problèmes commencent bien avant. Les enfants, qui ne souffrent pas d'une maladie grave, n'auront jamais été vus par un spécialiste avant qu'ils fréquentent l'école. De telle sorte qu'en maternelle, on découvre qu'ils ont deux ans de retard en socialisation. Autant les parents que les représentants des syndicats de l'enseignement font front commun sur cette question: la source des problèmes se situe bien avant l'entrée au secondaire.

Un «comité des sages» définira les profils de sortie ou objectifs à atteindre pour chaque ordre d'enseignement, selon le projet ministériel. L'exercice pourrait éventuellement régler les problèmes d'arrimage et de décrochage en revisant le contenu des matières obligatoires pour les DES. «Si le comité mis sur pied par la ministre rééquilibre les matières à l'intérieur des cursus scolaires, peut-être alors pourrions-nous parler d'une véritable réforme», conclut Jean-Claude Tardif.

Vivement qu'on apprenne à écrire!

Les résultats désastreux des élèves québécois aux épreuves de français ne sont plus un secret pour personne. Même si certains, comme l'Association des éducateurs du primaire, soutiennent encore que les enfants connaissent mieux leur français qu'il y a quinze ans et que les programmes commencent à donner des résultats favorables, il n'en demeure pas moins que les jeunes adultes quand ils se retrouvent hors du milieu scolaire, cumulent fautes, ont peine à s'exprimer et rebutent à l'idée de composer des textes, peu à l'aise qu'ils sont devant leurs lacunes à l'écrit. «Il faut absolument qu'on revienne en arrière, et le plus tôt sera le mieux!» C'est dans ces termes empreints d'un sentiment d'urgence que Sylvio Richard décrit l'état actuel de l'enseignement du français dans les écoles du Québec.

MARIE-ANDRÉE AMIOT

M. Richard sait de quoi il parle. Depuis 1962, il a vu des milliers de jeunes du secondaire défilé dans ses classes essayant d'apprendre la langue de Molière. A deux ans de la retraite, après avoir passé plus de la moitié de sa vie à comprendre et à faire comprendre comment on apprend le français, il enseigne à des jeunes de 4e et 5e secondaire dans une des plus grandes polyvalentes de la province: l'école de Margine sise à Boucherville, que fréquentent 3250 élèves. Des élèves qui souvent reçoivent un diplôme d'études secondaires sans avoir acquis les notions nécessaires pour survivre dans un monde de communicants. Comment en sommes-nous arrivés là alors que les réformes dans l'enseignement nous auraient permis de croire que les générations montantes progresseraient et feraient paître d'envie leurs aînés?

M. Richard a sa petite idée, une tentative d'explication servant de point de départ au ministère de l'Éducation qui souhaite, par sa réforme, enrayer le mal. «A mon avis, on a senti une baisse sensible dans les résultats des élèves après l'implantation du programme CADRE en 1979. Les linguistes et les psycholinguistes de l'époque estimaient que la vraie communication est essentiellement orale, une sorte d'utilitarisme américain, et que l'apprentissage de la grammaire et des dogmes du français — orthographe, syntaxe, compréhension de textes littéraires — ne font que figer la créativité». Exit donc les livres de grammaire, les manuels de références, les dictionnaires et les outils pédagogiques qui feraient perdre de précieuses inspirations spontanées. Pour la lecture, c'est encore pire. Puisqu'on doit s'inspirer d'éléments connus des élèves, on ne leur propose que des textes — souvent des extraits traduits, des condensés — qui se rapprochent de leur vécu, mot sacré utilisé à toutes les sauces pour décrire la vie des enfants. Adieu donc grands auteurs et grandes oeuvres. La vie des colons du XVIe siècle ou celle des familles ouvrières des années 40 ne touchent pas le vécu des jeunes comme les auteurs de polar aux sensations fortes.

L'apprentissage par osmose

«Au primaire, poursuit-il, on avait conclu à cette époque que les enfants apprennent la lecture comme on apprend à parler, par osmose. L'apprentissage de celle-ci devait donc se faire naturellement, mais surtout rapidement. Comme si le temps pressait. Exit donc l'apprentissage syllabique, celui qui décortiquait les mots et permettait d'en apprendre de nouveaux. Bienvenue à la méthode structuro-globale qui produit de petits lecteurs quelques mois après leur arrivée à l'école mais qui n'enseigne pas la relation qu'ont les mots entre eux. Exit également la lecture à haute voix qui permettait aux enseignants d'évaluer quotidiennement les progrès et aux enfants, de faire des liaisons, ce qui est excellent pour les accords et les fins de mots!» C'est également à ce moment qu'on a changé les définitions de certaines natures de mots. Les adjectifs possessifs par exemple sont devenus des déterminants et ont fait partie d'homophones, petites bêtes étranges signifiant qu'il fallait se méfier de l'orthographe! Des termes étrangers à la plupart des parents formés sous l'ancien système et qui créaient des anxiétés.

Puisqu'on avait assez de les initier aux mathématiques modernes, on a négligé de les former au français moderne. Exit donc la connivence et la collaboration des parents.

Comment enseigner?

M. Richard souhaite un retour en arrière, en respectant toutefois certains gains. «Il n'y a pas si longtemps, le département de l'éducation préparait son programme selon les tables des matières des livres de français recommandés. Ce n'était pas très original. Cependant, on ne se demandait pas quoi enseigner, plutôt comment. Les notions étaient bien définies, on les retrouvait dans une même source accessible à tous les élèves. Les références, les exercices, les textes d'auteurs, les règles, tout y était. De nos jours, les enfants reçoivent des feuilles photocopiées portant sur une notion, réduite à sa plus simple expression. Peu de commissions scolaires ont le budget pour fournir grammaires et dictionnaires à tous. Les enfants se réfèrent à ces feuilles et quand c'est trop forçant, demandent au prof.» Pourtant, de cette réforme est apparue la notion fort intéressante, de l'auto-correction. Les enfants, dès le primaire, doivent apprendre à corriger eux-mêmes les textes qu'ils composent à partir de leur fameux vécu. «Mais on doit leur enseigner à trouver leurs erreurs, à partir d'outils, de notions grammaticales, de syntaxe, explique M. Richard. S'ils n'ont pas de références, s'ils n'ont pas la réflexe développée, c'est peine perdue.»

A changer aussi ce fameux programme d'études fondé sur des objectifs généraux et terminaux. Truffé de termes comme «Activités d'objectivation de la pratique et d'acquisition de connaissances», le présent programme est flou, offre peu de soutien et étrangement, présente de fortes similitudes d'un niveau à l'autre. «En première secondaire, les élèves doivent composer une production écrite — lire rédaction — comprenant un récit d'aventures; en deuxième, ils doivent en composer une avec deux récits d'aventures. Comme si ajouter un élément par année changera quelque chose déplore M. Richard, les objectifs terminaux qui devraient être des prétextes pour apprendre deviennent le but, la finalité.»

Les enseignants sont frustrés. Ils accusent la société de ne pas avoir respecté son contrat social, d'avoir abandonné les enfants au seuil des institutions scolaires et de s'être sauvée en courant. Les parents sont mécontents, leurs enfants ne savent pas écrire. Ils ne veulent pas pointer les enseignants du doigt, mais la tentation est forte. Les élèves se sentent dévalorisés: les résultats aux examens du ministère sont inquiétants, mais surtout décourageants. Le ministère devant un tel constat d'échec propose une réforme qui ne fait pas l'unanimité, mais qui met de l'avant des solutions qui ont fait leurs preuves. Pour M. Richard, un retour en arrière n'est peut-être pas la meilleure alternative, mais elle représente une nette amélioration sur les programmes-recettes des quinze dernières années.

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté des sciences de l'éducation

Formation initiale d'enseignantes et d'enseignants du secondaire

Nouveau programme

Une formation professionnelle universitaire de haut niveau, pour répondre aux attentes et aux besoins de l'école d'aujourd'hui.

Un programme de 4 ans qui inclut 700 heures de formation pratique dans des écoles associées à l'Université.

Une formation qui prépare à l'enseignement de 2 ou 3 matières du secondaire comprises dans les mêmes champs d'études.

Un programme qui intègre la formation disciplinaire et didactique à la formation pédagogique.

Un programme contingenté qui offre un vaste éventail de cours à des groupes de taille variable.

N° de téléphone : (418) 656-7921.

POUR L'AVENIR DES ENFANTS

unicef

École de peinture du Québec

1700, boul. Henri-Bourassa E., Montréal

Dessin Peinture

Pastel / Aquarelle / Couleur

Portes ouvertes le 8 janvier 1994 de 13 h à 16 h

Tél.: 477-3846

Le Canada possède la première École de cuisine et de pâtisserie Le Cordon Bleu de Paris



Administré et géré par Le Cordon Bleu de Paris Tous les cours sont donnés par des chefs FRANÇAIS PROGRAMME DÉBUTANT LE 5 avril 1994

Les candidats qui auront obtenu leur diplôme en cuisine et en pâtisserie pourront recevoir le prestigieux

Le grand diplôme de Paris, France

Pour de plus amples renseignements contactez par téléphone ou par écrit

LE CORDON BLEU PARIS COOKING SCHOOL 400-1390 Prince of Wales Drive Ottawa, Ontario K2C 3N6 (613) 224-8603 Fax: (613) 224-9966

TOUT

SUR LES POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE ET LES PROGRAMMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU QUÉBEC



Le Répertoire des professions est un bon outil d'information pour tous ceux et celles qui désirent connaître le monde des professions exercées au Québec.

8 1/2" X 11" 134 pages 12,60 \$



Le Répertoire des programmes de formation professionnelle permet une exploration efficace des programmes de formation professionnelle offerts à l'université, au collégial et à l' secondaire.

8 1/2" X 11" 158 pages 12,60 \$



Le Guide 1994 est un bon moyen d'exploration pour ceux et celles qui désirent choisir un programme d'études secondaires professionnelles (DEP ou ASP) dans les commissions scolaires francophones du Québec.

5" X 9" 264 pages 3,25 \$

LES PROFESSIONS

LES ACTIVITÉS DE TRAVAIL
LES PROBLÈMES À RÉSOUDRE
LES CONNAISSANCES REQUISES
LA FORMATION EXIGÉE
LES SECTEURS D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES CORRESPONDANTES

LES PROGRAMMES DE FORMATION

LES COURS OFFERTS
LES STAGES EN MILIEU DE TRAVAIL
LES TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL
L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT AUQUEL LE PROGRAMME EST OFFERT
LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS OFFRANT LE PROGRAMME

BON DE COMMANDE

TITRE	QTÉ	TOTAL
Répertoire des professions	12,60 \$ X	
Répertoire des programmes	12,60 \$ X	
Guide 1994	3,25 \$ X	
Frais de transport:		1,50 \$
TPS (7 %):		
Total:		

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____
Code postal: _____ Tél: _____

PAIEMENT: Faites parvenir votre chèque ou mandat-poste à l'ordre des Éditions Septembre inc.

Les Éditions Septembre 2825, chemin des Quatre-Bourgeois, C.P. 9425, Ste-Foy (Québec) G1V 4B8
Téléphone: (418) 658-7272 Sans frais: 1-800-361-7755 Télécopieur: (418) 652-0986

ÉDUCATION



PHOTO JACQUES GRENIER

À compter de septembre 1994, les programmes d'études en enseignement secondaire s'échelonnent désormais sur quatre ans et mettront plutôt l'accent sur une formation dans deux matières intégrées au régime pédagogique.

Remue-ménage en formation des maîtres

HÉLÈNE BOYER

Dès septembre 1994, les programmes universitaires de formation des maîtres ne prépareront plus des spécialistes pour enseigner au secondaire. Les universités mettront plutôt l'accent sur une formation dans deux matières intégrées au régime pédagogique du secondaire. La formation des futurs enseignants laissera aussi une plus grande place aux stages en milieu scolaire.

Bien peu s'en plaindront. Dans son document *La formation à l'enseignement secondaire général* publié en 1992, le MEQ (ministère de l'Éducation) enjoignait les universités à revoir leurs programmes afin de favoriser une formation dans deux disciplines au moins. Les facultés se sont donc mises à la tâche pour présenter en décembre leurs nouveaux programmes. Ils seront revus par un comité d'agrément, indépendant du MEQ, qui les sanctionnera d'ici le mois de juin prochain.

De façon générale, les programmes d'études en enseignement secondaire s'échelonnent désormais sur quatre ans. Les nouveaux diplômés n'accéderont donc qu'en septembre 1998 au marché du travail. Les universités ont retenu diverses formules pour répondre aux nouvelles exigences du MEQ. Pour sa part, l'Université Laval a décidé d'étendre son baccalauréat sur une année en augmentant le nombre de crédits nécessaires à l'obtention du diplôme d'enseignant. Le programme comporterait aussi trois champs d'études dont le français et les sciences humaines, les mathématiques et les sciences de la nature ainsi que la formation de la personne. Chaque secteur regroupe deux disciplines dans lesquelles les futurs maîtres recevront une formation de 60 crédits. Les stages passeront de 6 à 16 crédits, soit à environ 20 semaines. Au total, le nombre de crédits pour l'obtention du baccalauréat en enseignement secondaire passera de 90 à 126.

À l'Université de Montréal, on

conservera toutefois un baccalauréat de trois ans, couplé avec une maîtrise en enseignement secondaire d'une durée maximale d'une année. Le programme comportera une majeure de 51 crédits au minimum dans une discipline donnée et une mineure de 27 crédits dans une discipline apparentée à la première. S'ajouteront des cours de didactique, des laboratoires de micro-enseignement et des stages de 16 à 20 semaines en milieu scolaire. «Le diplôme de maîtrise constitue la base pour la pratique de plusieurs professions, explique Mme Marcienne Lévesque, vice-doyenne à l'Université de Montréal. Nous arrivons à une formule mitoyenne entre le spécialiste et le généraliste où nous ferons accepter plus facilement le caractère professionnel de la formation.» Si le comité chargé d'étudier les nouveaux programmes de formation accepte la proposition de l'Université de

Montréal, l'institution fera bande à part en offrant une maîtrise de ce type.

Des superviseurs de stages

La forme des stages changera aussi. Les universités développeront ainsi un réseau d'écoles associées pour mieux encadrer les stagiaires. Ainsi, l'Université de Montréal compte regrouper 8 écoles secondaires qui recevront chacune une dizaine de stagiaires, chaque trimestre. «Nous aurons des superviseurs sur place, précise Mme Lévesque. La formule retenue est un peu à l'image de ce qui se passe dans les hôpitaux.» Pour éviter de pénaliser les étudiants actuellement inscrits en formation de maîtres, les universités étudient diverses hypothèses dont l'extension des stages dans un trimestre d'été. Les deux universités ont par ailleurs décidé de contingerter leurs nouveaux programmes.

Les transformations apportées aux programmes de formation des

maîtres viennent en quelque sorte corroborer une réalité déjà présente dans le milieu scolaire. «Depuis une dizaine d'années, la plupart des enseignants du secondaire ont enseigné plus d'une matière, de confirmer Michel Gagnon, vice-président de la Fédération des enseignants de commissions scolaires, syndicat affilié à la CEQ. La seule nuance, c'est qu'ils et elles n'ont pas nécessairement eu la préparation adéquate pour le faire.» Pour pallier cette situation, le MEQ, de concert avec les syndicats, entend mener une consultation sur la formation continue d'ici le printemps prochain selon M. Gagnon.

Dans les cénacles universitaires, on s'accommode des nouvelles exigences du ministère. Mais il ne faudrait pas que la formation dépasse deux disciplines. «Une trop grande spécialisation n'est pas utile au secondaire, reconnaît Marcienne Lévesque. Par ailleurs, si la ministre veut former des enseignants du secondaire de la même façon que ceux

du primaire, il va falloir qu'elle le dise.» Un enseignement secondaire sur le modèle du primaire serait une erreur monumentale, selon la FECS. Les universités vont jusqu'à croire que la formation de généralistes réduirait la compétence professionnelle des enseignants, «à l'heure où le bloc de connaissances de l'humanité double tous les cinq ans», comme le rappelle M. Jean-Pierre Charland, professeur à l'Université de Montréal.

Blâmer les enseignants pour la piètre performance de l'école serait trop facile, disent les intéressés. La mobilité forcée du personnel enseignant aura, à tout le moins, obligé des corrections. Devant la stagnation des clientèles et l'arrêt de l'emploi durant près de 10 ans, les professeurs étaient forcés d'enseigner certaines matières sans qualification suffisante. La spécialisation aiguë, qu'on croyait indispensable il y a peu, ne semble plus répondre aux attentes du milieu scolaire.



STANISLAS

Collège privé québécois - déclaré d'intérêt public - membre du réseau international des écoles et lycées français de l'étranger

Depuis 1938

De la maternelle (4 ans) au baccalauréat français

À Montréal: 780 Bvd Dollard
Outremont, Qué.
H2V 3G5
Élémentaire: 273-9521 - 1232
Secondaire et collégial: 273-9521 - 1261

À Québec: 2415 rue Marie-Victorin
Sillery, Qué.
G1T 1K2
Élémentaire et Secondaire: (418) 527-9998

Le Baccalauréat français est un diplôme équivalent au DEC qui permet à nos étudiants d'être admis dans les universités québécoises, nord-américaines et européennes

L'Association des Professeurs d'Art Dramatique est un organisme voué à la promotion et à la défense de l'enseignement de l'art dramatique en milieu scolaire et théâtral. Perfectionnement, congrès, publications, échanges, sont des services mis à la disposition des membres.

Informations:
Arduina Alonzo (514) 472-6060
Pierre Collin (514) 293-3181, poste 236



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  UNIVERSITY OF OTTAWA

Arts Visuels

Le département d'Arts visuels offre trois programmes d'études:

- ARTS PLASTIQUES
- PHOTOGRAPHIE
- THÉORIE ET HISTOIRE DE L'ART

Le personnel enseignant comprend des artistes professionnels et des historiens d'art:

Olivier Asselin
Tony Brown
Lynne Cohen
Catherine Everett
Philip Fry
Charles Gagnon
Peter Gnass

Gunter Nolle
Suzanne Pasquin
Roland Poulin
Leslie Reid
Michael Schreier
David Thomas

ainsi que plusieurs professeurs à temps partiel

Date limite pour admission
année universitaire 1994-1995:
15 avril 1994

Pour de plus amples renseignements:
Diane Daniel
Adjointe scolaire
100, avenue Laurier, est
Ottawa, Ontario
K1N 6N5

Téléphone: 613-564-6588



Une tradition
éducative
ouvrant sur l'avenir

Une école privée pour jeunes filles offrant le programme complet du Secondaire

Les inscriptions sont maintenant acceptées pour septembre 1994

Secteur anglophone

Secteur francophone

EXAMENS D'ADMISSION

Samedi 22 janvier 1994

8 h 30 — Sec. I, II, III, IV

EXAMENS D'ADMISSION

Sur rendez-vous

1re à 5e secondaire

Pour renseignements:
484-4950, poste 16Pour renseignements:
484-4950, poste 15

4245, boul. Décarie, Montréal H4A 3K4

MÉTRO VILLA MARIA

Parce qu'ils sont des êtres humains,

Ils veulent se tenir debout.

Handicap sans frontières

Une ressource pour les personnes
handicapées des pays en
développement

521-2686



ÉDUCATION

Le risque de la dévalorisation de la formation professionnelle

HÉLÈNE BOYER

À peine remise d'une large réforme menée en 1987 par l'ancien ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, la formation professionnelle au secondaire est déjà remise en question. Dans le document *Faire avancer l'école*, l'actuelle ministre de l'Éducation, madame Lucienne Robillard, s'interroge sur les préalables à la formation professionnelle. Ils avaient été revus à la hausse quelques années plus tôt pour revaloriser la formation professionnelle, trop souvent perçue comme une voie de garage.

Pour Yves Grenier, directeur de l'école des métiers automobiles à Montréal, la dernière réforme commençait à donner des résultats positifs. Le retour à la formule «école de métier» répondait aux vœux de la grande majorité des intervenants. La refonte des programmes en fonction des habiletés de travail aura permis de mieux harnacher la formation professionnelle aux demandes de l'industrie. Jusqu'à maintenant, le ministère de l'Éducation a révisé une centaine des 131 programmes du secteur professionnel.

Combattre les préjugés

La hausse des exigences à l'entrée, en 1987, notamment le relèvement de l'âge minimum à 16 ans et la réussite obligatoire du secondaire IV; a cependant découragé de nombreux élèves. Bien que la clientèle du secondaire professionnel ait augmenté de 17% par année, les jeunes ont continué de la bouder. Ils ne sont que 13% des effectifs, dont la moyenne d'âge est de 27 ans. «C'est vrai que nous n'avons pas réussi à attirer les jeunes, admet M. Jacques Lanoue, sous-ministre adjoint au MEQ. Il faut encore combattre les préjugés dont est victime la formation professionnelle au secondaire. Ce n'est plus la voie d'évitement même si cette image persiste pour bon nombre de parents et d'élèves.»



L'atelier de réparation et d'entretien de l'École nationale d'Aérotechnique.

À la décharge des écoles secondaires, les jeunes adultes de 18 à 20 ans sont très présents en formation professionnelle, qui récupère ainsi un certain nombre de décrocheurs.

Si les adultes ont répondu majoritairement à l'appel, bon nombre de jeunes inscrits en formation professionnelle entre 1986 et 1990 ont bénéficié d'un assouplissement des politiques d'entrée. Selon M. Grenier, le ministère acceptait de déroger à sa politique en admettant des élèves qui n'avaient pas réussi leur secondaire IV, à la seule condition qu'ils puissent satisfaire aux exigences de base au cours de leur première an-

née de formation. Un assouplissement qui n'a pas donné tous les résultats escomptés. Le taux de décrochage avoisine toujours les 30% d'après M. Robert Massé, directeur de l'école Calixa-Lavallée.

Éviter le déboulement

On songe désormais à permettre aux moins de 16 ans de s'y inscrire. D'où l'ire de nombreux directeurs d'école qui y voient une grande menace. «Ce n'est pas une réponse adéquate au décrochage scolaire, croit Robert Massé. Qu'on développe plutôt un autre programme, voire une troisième voie, au lieu de se servir de

la formation professionnelle de cette façon. On va encore tuer le secteur!»

Les directions d'écoles secondaires associées au secteur professionnel se disent aussi en complet désaccord avec la création de nouveaux programmes pour des occupations dites de faible complexité». Aux dires de certains, ces programmes seraient un retour en catimini du «professionnel court» tant décrié autrefois par les milieux scolaires. «La formation professionnelle servirait encore de bouche-trou, pense Yves Grenier. Sous prétexte de rendre l'école plus accessible à ceux qui éprouvent des difficultés, on les

envoie au professionnel. L'industrie ne veut pas de ce genre de diplôme à rabais!» Ebranlé par plusieurs réformes consécutives, le secteur professionnel aspire au calme.

Une autre importante tâche l'attend pourtant. Le nettoyage des doublons entre l'école secondaire et les cégeps reste encore à faire. Les programmes peuvent à ce point sembler uniformes que les jeunes préféreraient se tourner vers le cégep. À formation égale, le DEC apparaît beaucoup plus tentant pour les jeunes. Pour l'heure, aucune discussion entre les commissions scolaires et les cégeps n'a eu lieu à ce sujet.

Sous la gouverne du MEQ, le dialogue pourrait débuter très bientôt avec la création d'un comité national des programmes d'études professionnelles et techniques. Outre les commissions scolaires et les cégeps, le comité regroupera des représentants du MEQ, des employeurs, des syndicats ainsi que des membres de la Société québécoise du développement de la main-d'oeuvre. Le nouvel organisme agira à titre de comité consultatif auprès de la ministre de l'Éducation.

L'harmonisation des programmes permettrait à plus de jeunes de se diriger vers l'école secondaire plutôt que d'entreprendre un cours technique de niveau collégial. «Mais il faudrait aussi favoriser le passage d'un secteur à l'autre sans exiger que les jeunes reprennent des cours qu'ils ont déjà suivis au secondaire», tient à préciser Robert Massé. Sur cette question, le MEQ se veut rassurant et promet célérité. Éventuellement, le diplôme d'études professionnelles (DEP) deviendrait une partie du DEC technique. Certains programmes ont déjà fait l'objet d'une rationalisation. Par exemple, le DEP d'ouvrier agricole compte désormais pour une portion du DEC en agriculture. Par ailleurs, le MEQ tente aussi de rationaliser l'usage des équipements. Là aussi, on est aux préliminaires. On pense déjà à la construction d'un centre unique de formation et au partage des équipements entre la commission scolaire et l'établissement collégial.

Les solutions au faible engouement des jeunes pour la formation professionnelle ne semblent pas légion. D'aucuns souhaitent rendre les jeunes du secteur professionnel admissibles au programme des prêts et bourses. Par ricochet, la formule contribuerait à réduire le décrochage scolaire sans nuire à l'image du secteur professionnel. Ainsi, malgré les réformes successives, le défi reste presque entier pour une formation marquée par des années de dévalorisation.

Aider le monde mot à mot



L'autonomie grâce à l'alphabétisation dans le monde en développement

Pour plus de renseignements, téléphonez au 1-800-661-CODE



Le choix des étoiles montantes!



L'École secondaire Saint-Paul de Varennes se distingue tout particulièrement au niveau des langues, des sciences et de la musique. L'équipement pédagogique est des plus modernes et l'atmosphère, propice à l'étude. Le sport y occupe une place prépondérante et les activités socioculturelles privilégient des instants de franche camaraderie. L'École offre un service de transport organisé pour l'ensemble de la région.

ÉCOLE SECONDAIRE



DE VARENNES

235, rue Ste-Anne, Varennes, Québec J3X 1P9 Téléphone : (514) 652-2941



Syndicat de l'Enseignement de Champlain

7500, chemin Chamblay, St-Hubert, Qué. J3Y 3S6

Tél.: 462-2581 Fax: 462-4534

394, Dufferin, bureau 204, Valleyfield, Qué. J6S 2A8

Tél.: 371-7407 Fax: 371-7004

Investir dans l'éducation de la jeunesse, c'est le placement le plus rentable qu'une société puisse faire.

Hommage aux enseignantes et aux enseignants qui soutiennent quotidiennement cette jeunesse dans son cheminement.

ANIMATION ÉDUCATION

POINTE-À-CALLIÈRE, UN LIEU D'ÉDUCATION VIVANT ET ANIMÉ

Pointe-à-Callière propose un programme d'activités éducatives variées et adaptées aux besoins des groupes scolaires.

• **Visite-animation.** Spectacle multimédia, expositions, contes, parcours dans les vestiges.

• **Programme «Jeunes découvreurs de Montréal».** Un atelier pour découvrir le monde fascinant de l'archéologie.

• **Se vêtir et jouer en Nouvelle-France.** Une invitation à se costumer et à personnifier les enfants des premiers habitants.

• **Les actualités.** Dans un mini-studio de télévision, les élèves du secondaire réalisent des reportages sur le thème de la diversité culturelle.

• Du mardi au vendredi à 10h00 et 13h00. 3\$ par personne, gratuit pour les accompagnateurs.

Demandez les fiches de promotion sur chacun des programmes au 872-9127.

Vivez l'aventure de l'archéologie et de l'histoire, sur les lieux mêmes de la fondation de Montréal.

Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal

350, place Royale
Vieux-Montréal, (Québec)
H2Y 3Y5

POINTE-À-CALLIÈRE

Aider le monde mot à mot



L'autonomie grâce à l'alphabétisation dans le monde en développement

Pour plus de renseignements, téléphonez au 1-800-661-CODE



NE MANQUEZ PAS VOTRE ENTRÉE !

MAISON D'ENSEIGNEMENT PRIVÉE
SECONDAIRE POUR GARÇONS

Informations :
(514) 933-7397



COLLÈGE DE MONTRÉAL
LE PREMIER COLLÈGE DE MONTRÉAL
1931, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL, QUÉBEC. H3H 1E3

Madame Robillard,

Lors de votre consultation de décembre, nous vous l'avons dit : la CEQ et ses fédérations sont d'accord pour améliorer l'école.

Mais l'école que nous voulons faire avancer, c'est l'école de la réussite du plus grand nombre : une école commune, accueillante de la différence et soucieuse de développer au maximum les possibilités de tous les élèves.

Et pour que l'école primaire et secondaire puisse jouer pleinement son rôle, il faut cesser de lui couper les vivres et lui donner enfin les ressources dont elle a besoin. D'ailleurs, vos propres sondages l'affirment :

la population est d'accord pour que le gouvernement investisse davantage en éducation.

Madame la Ministre,

Pour Faire avancer l'école, il faut, dès maintenant, organiser une réflexion

d'ensemble sur notre système d'éducation, en vue d'en arriver à un large consensus social sur son rôle et sa mission à l'orée du XXI^e siècle.

Et, rappelons-le, aucune réforme de l'enseignement présente ou future, ne réussira sans le personnel enseignant, sans le personnel professionnel et sans le personnel de soutien.

Investir dans l'éducation, c'est choisir l'espoir.



CEQ



FECS
CEO



Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CEQ)



FPS
Fédération du personnel de soutien (CEQ)



Fédération du personnel des établissements privés d'enseignement (CEQ)